



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GROUPE FEDON
AU 31 DÉCEMBRE 2009

- Rapport de gestion
- Rapport de certification des réviseurs comptables



Sommaire

Sommaire	2
Informations sur la société	3
Rapport de gestion	5
Bilan consolidé.....	20
Compte de résultat consolidé.....	21
État des variations des capitaux propres consolidés	22
Tableau de Flux de Trésorerie consolidé	23
Principes comptables et notes explicatives	24
01. Informations relatives à la société.....	24
02. Principes comptables et critères de rédaction	24
03. Périmètre de consolidation.....	28
04. Estimations comptables significatives	29
05. Synthèse des principaux critères comptables.....	30
06. Informations sectorielles	39
07. Immeubles, installations et machines.....	42
08. Immeubles de placements	43
09. Actifs incorporels.....	44
10. Test de dépréciation d'actifs incorporels à durée de vie indéterminée.....	46
11. Autres actifs non courants.....	46
12. Stocks	46
13. Créances sur clients.....	47
14. Créances fiscales	48
15. Actifs financiers détenus à des fins de transaction	48
16. Trésorerie et équivalents de trésorerie	48
17. Capital social et réserves.....	49
18. Financements à court et moyen-long terme	50
19. Provisions pour risques et charges	51
20. Avantages au personnel et fonds de retraite.....	52
21. Dettes commerciales et autres dettes (courantes)	55
22. Dettes fiscales	56
23. Autres actifs et passifs courants.....	56
24. Bénéfice (perte) par action.....	56
25. Engagements	57
26. Information sur les parties liées	58
27. Gestion du risque financier : objectifs et critères.....	59
28. Instruments financiers	61
29. Autres charges et produits.....	63
30. Impôts.....	67
31. Événements postérieurs à la date du bilan	69
32. Informations conformément à l'article 149 duodecies du <i>Regolamento Emittenti</i>	70
Rapport de certification des réviseurs comptables.....	71

Informations sur la société



Informations sur la société

CONSEIL D'ADMINISTRATION*

Callisto Fedon	(président et administrateur délégué)
Italo Fedon	(administrateur)
Piergiorgio Fedon	(administrateur)
Angelo Da Col	(administrateur)
Franco Andreetta	(administrateur)

*En exercice jusqu'à l'approbation des états financiers de l'exercice 2009

« COLLEGIO SINDACALE »** (commissaires aux comptes)

Pio Paolo Benvegnù	(président)
Maurizio Paniz	(« sindaco »)
Tomba Demetrio	(« sindaco »)
Mario De Gerone	(« sindaco »)
Pettinato Antonio	(« sindaco »)

**En exercice jusqu'à l'approbation des états financiers de l'exercice 2009

DIRIGEANTE CHARGÉE DE LA RÉDACTION DES DOCUMENTS COMPTABLES

Caterina De Bernardo Directrice financière

RAISON SOCIALE ET SIÈGE SOCIAL

Giorgio Fedon & Figli S.p.A.
Via dell'Occhiale, 11 - Vallesella
32040 Domegge di Cadore (BL)
N° d'immatriculation fiscale et N° TVA. 00193820255
Inscrite au Registre du commerce de Belluno n° 00193820255
Capital social 4 902 000 euros, entièrement libéré

ÉTABLISSEMENTS

Siège administratif et opérationnel

Giorgio Fedon & Figli S.p.A.
Direction commerciale et site de production
Via dell'Industria, n° 5/9
32010 Pieve d'Alpago (BL)

Informations sur la société



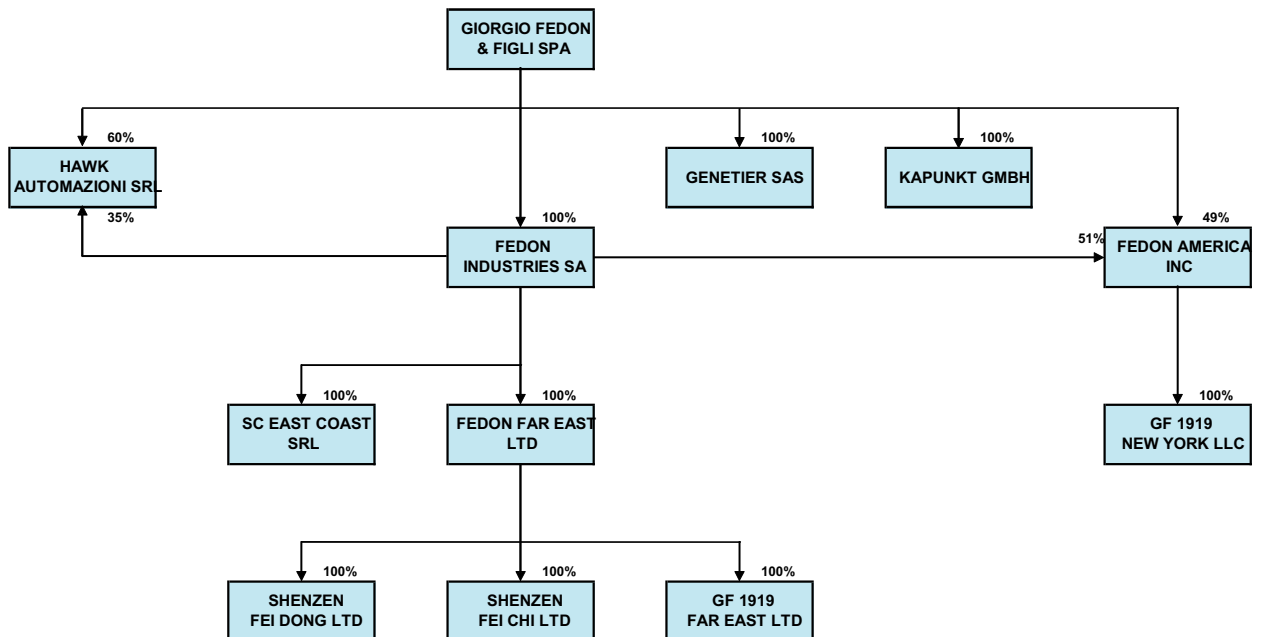
Giorgio Fedon & Figli S.p.A.
Outlet Giorgio Fedon 1919
Via Risorgimento, n° 100
32040 Domegge di Cadore (BL)

CABINET D'AUDIT***

Mazars S.p.A.

***Mandat conféré jusqu'à l'approbation des états financiers de l'exercice 2016

STRUCTURE DU GROUPE AU 31 12 09





Rapport de gestion

Préambule

Les actions ordinaires de la société mère du Groupe Fedon, Giorgio Fedon & Figli S.p.A., sont cotées au Marché Euronext Paris - Compartiment C depuis le mois d'avril 1998.

À la suite de l'entrée en vigueur du Règlement européen n° 1606 en juillet 2002, le Groupe Fedon a adopté les Principes Comptables Internationaux (IAS/FRS), édictés par l'International Accounting Standards Board.

Le bilan consolidé du Groupe Fedon au 31 décembre 2009 a été rédigé conformément aux principes comptables internationaux IAS/FRS.

Données synthétiques

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Produits d'exploitation	45.007	55.581
Produits d'actifs destinés à la cession	-	-
Total	45.007	55.581
Marge brute d'exploitation	(792)	(531)
Marge brute d'exploitation (en pourcentage)	-1,76%	-0,96%
Résultat d'exploitation avant amortissement, frais financiers et impôts	3.254	3.349
Résultat net d'exploitation	(2.701)	(3.295)
Résultat net des actifs destinés à être cédés	0	0
Bénéfice net total de l'exercice	(2.701)	(3.295)
Résultat (part des minoritaires)	(4)	(44)
Résultat du Groupe	(2.697)	(3.251)
Marge nette (en pourcentage) calculée sur les produits, y compris ceux des actifs destinés à la cession	-6,00%	-5,93%
Capitaux propres des actionnaires de la société mère	11.277	14.312
Intérêts minoritaires	4	(45)
Effectif – nombre moyen mensuel	1.225	1.223
Bénéfice par action		
- base, pour le bénéfice de l'exercice distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère	-€ 1,46	-€ 1,75
- dilué, pour le bénéfice de l'exercice distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère	-€ 1,46	-€ 1,75



Le scénario économique

Messieurs les Actionnaires,

Le Groupe Fedon est depuis de nombreuses années le leader international du secteur de la production et de la commercialisation d'étuis à lunettes et accessoires pour le secteur optique et il a procédé, au cours des cinq dernières années, à d'importantes diversifications dans le secteur de la maroquinerie sous la marque Giorgio Fedon 1919, de la production et la commercialisation de présentoirs durables ainsi que dans le secteur de l'automatisation industrielle. Le cœur de métier de la société reste cependant la production et la commercialisation d'étuis à lunettes destinés principalement aux grands fabricants italiens et étrangers du secteur optique.

Au cours de l'exercice 2009, l'activité du Groupe a subi les conséquences d'une période de forte récession économique caractérisée non seulement par les difficultés du monde financier qui ont rendu plus complexe le recours traditionnel au crédit bancaire afin de soutenir les investissements en fonds de roulement et en biens d'équipement, mais également et principalement par une baisse significative des consommations et de la propension des entreprises aux investissements industriels. Tout ceci s'est traduit pour le Groupe par une baisse importante du chiffre d'affaires consolidé. **Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe en 2009 s'élève ainsi à 45 007 milliers d'euros par rapport à 55 581 milliers d'euros en 2008, enregistrant une baisse en valeur absolue de plus de 10,5 millions d'euros, équivalant à une baisse de 19 %.**

Toutefois, **malgré cette baisse, la gestion courante du Groupe a permis d'obtenir des résultats en amélioration par rapport à l'exercice précédent.** Ceci, comme nous l'illustrerons amplement ci-après, est une conséquence directe des nombreuses et importantes activités qui, depuis 2007, ont conduit à une restructuration importante du Groupe, à une diminution significative des frais fixes, à une optimisation des ressources et de l'organisation, au regroupement logistique de tous les salariés en un seul siège afin de favoriser l'efficacité et la rapidité des procédures de la Société, à une gamme de produits et des niveaux de service offerts à la clientèle revisités, à une réorganisation des succursales commerciales et, plus généralement, du réseau de distribution. L'analyse des données de synthèse se résume comme suit :

- Le **résultat net du Groupe** en 2009 est négatif de 2 697 milliers d'euros par rapport à celui réalisé en 2008, lui aussi négatif, de 3 251 milliers d'euros, **en amélioration de 554 milliers d'euros, équivalant à une augmentation de 17 %.**
- Le **résultat avant impôt (EBT)** est négatif pour un montant de 2 063 milliers d'euros par rapport à celui de l'exercice précédent, lui aussi négatif, pour 2 371 milliers d'euros, **en amélioration de 308 milliers d'euros, équivalant à une augmentation de 12,9 %.**
- Le **résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des immobilisations (EBITDA)*** s'élève à 3 254 milliers d'euros, par rapport à celui de l'exercice précédent s'élevant à 3 349 milliers d'euros, résultat un peu inférieur de 95 milliers d'euros, soit 2 %, mais élément relativement important, **il représente en 2009 7,2 % du chiffre d'affaires net, alors que lors de l'exercice précédent, il en représentait 6,03 % et seulement 2,46 % en 2007**, ce qui atteste d'une rentabilité accrue de l'activité caractéristique de l'entreprise.

* L'EBITDA est une mesure utilisée par la direction de la Société afin de contrôler et d'évaluer l'évolution opérationnelle de celle-ci et, bien qu'elle ne soit pas identifiée en tant que mesure comptable dans le cadre des IFRS, elle est généralement définie comme résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des immobilisations.



Pour synthétiser au maximum, donc, **l'exercice courant se caractérise**, d'une part, par **une baisse significative du chiffre d'affaires**, due à l'évolution des marchés et, d'autre part, par **une amélioration des principaux indicateurs économiques et financiers de la gestion**, résultant d'un contrôle approprié des coûts et des projets de réorganisation de l'entreprise déjà mis en place depuis plusieurs années.

En ce qui concerne le **chiffre d'affaires**, l'analyse détaillée de la baisse survenue en 2009 nous suggère les considérations suivantes :

- La baisse de la consommation a été plus significative dans le secteur du luxe ou, quoi qu'il en soit, dans les secteurs des produits avec un positionnement de prix moyen-haut. Dans le panorama de la production d'étuis à lunettes, le Groupe est renommé pour avoir parmi ses produits ceux des marques les plus importantes et donc situés dans le segment du luxe, tout comme les produits de maroquinerie de marque Giorgio Fedon 1919 qui se positionnent dans la gamme de prix moyenne-haute de leur propre marché. Il est donc évident que la baisse de la consommation, plus marquée dans le segment haut du marché, a influencé encore plus fortement les ventes du Groupe.
- Au cours de l'année 2009, les marchés étrangers ont répondu de façon très différente à l'offre des produits du Groupe et, plus particulièrement, à ceux de la ligne Giorgio Fedon 1919. Ainsi, à côté de l'ouverture de nouvelles distributions dans des pays dans lesquels la marque était absente, tels que le Moyen-Orient, l'Europe de l'Est et certains pays asiatiques importants, on a enregistré une baisse du chiffre d'affaires en Russie, en Espagne, au Royaume-Uni et au Japon, des pays qui au cours des deux dernières années avaient connu une croissance significative.
- La propension réduite des entreprises à effectuer des investissements en biens durables, à la suite des difficultés indiscutables liées à la recherche de sources de financement appropriées, a en pratique marqué un véritable temps d'arrêt de l'automation industrielle. Ce qui a eu pour conséquence de réduire de façon importante le chiffre d'affaires de la société contrôlée Hawk qui opère dans le secteur et qui a connu l'ajournement de nombreuses commandes négociées au cours de l'exercice précédent alors qu'elle s'attendait légitimement à leur réalisation au cours de l'année 2009.
- La diminution des dépenses liées au marketing et au merchandising a ensuite entraîné une attitude moindre de la clientèle à renouveler les matériaux publicitaires destinés aux points de vente et, plus particulièrement, les présentoirs de comptoir et de vitrine et les nombreux autres accessoires utilisés au sein des magasins comme moyen publicitaire. Depuis le début de l'année 2009, la société contrôlée Expoplay a connu un redimensionnement substantiel de son chiffre d'affaires, jusqu'à pousser le Groupe à décider de donner cours à une opération de fusion par absorption de la société contrôlée qui sera mentionnée dans une autre partie du rapport.

Donc, en résumé, une diminution du chiffre d'affaires du Groupe aussi significative au cours de l'exercice 2009 a été déterminée par un ensemble de plusieurs facteurs négatifs, tous dus à différents comportements des marchés, qu'ils soient d'ordre géographique ou liés aux produits ainsi qu'à une moindre propension à la dépense de la part des consommateurs et à l'investissement de la part des entreprises.

Par contre, comme nous l'avons déjà mentionné, le pourcentage de l'**EBITDA**, principal indicateur de la gestion caractéristique, augmente au cours de l'exercice 2009 pour atteindre 7,2 % du chiffre

Rapport de gestion



d'affaires net. Ce résultat est dû, comme nous l'avons déjà mentionné, à une amélioration significative de la rentabilité de l'entreprise et à une action efficace de réduction des frais fixes.

Nous décrivons ci-après les projets les plus importants mis en place depuis le dernier exercice ayant pour but la restructuration du Groupe, que ce soit d'un point de vue organisationnel ou du point de vue de la structure des coûts.

- La réorganisation de la structure organisationnelle de la société a été menée à bien et, en particulier, la réunification des différents départements dans l'unique siège d'exploitation de Pieve d'Alpago a été réalisée au mois de juillet 2009. De plus, les ateliers de production en Italie ont conservé au cours d'exercice les dimensions et les capacités de production définies au cours de l'été 2008. Par ailleurs, le Groupe a eu recours au chômage partiel afin de rééquilibrer la capacité par rapport à l'évolution des ventes. La diminution des charges de personnel de 15 227 milliers d'euros en 2008 à 12 508 milliers d'euros en 2009, avec un effet positif net d'environ 2,7 millions d'euros, est en partie due à cette réorganisation.
- La politique de réorganisation de la logistique a été réalisée avec succès et, en vertu d'un meilleur équilibre entre la production et l'achat, il a été possible de réduire de 1,7 % le poids des « Achats des matières premières et fournitures » sur le chiffre d'affaires, en amélioration globale de plus de 4 % pour les trois années de 2007 à 2009.
- Les nombreux projets de réduction des coûts, à la fois dans les domaines techniques et commerciaux ainsi que dans les domaines administratifs et logistiques, déjà mis en place au cours de l'année 2008, ont ensuite connu des résultats très positifs, pleinement efficaces en 2009. En cours d'exercice, l'on enregistre en effet une baisse des Achats de prestations de services d'environ 2,6 millions d'euros (avec une diminution d'environ 4,6 millions d'euros au cours des trois années 2007 à 2009).
- L'organisation des succursales commerciales, et plus particulièrement des activités en France, en Allemagne et aux États-Unis, a été redéfinie en fonction des potentiels réels de chaque marché. Les effectifs ont été réduits, d'importants contrats de services ont été renégociés, de nombreux frais fixes ont été réduits et enfin certaines activités ont été transférées à la société mère.
- Dans le cadre de la division Giorgio Fedon 1919, il a ensuite été décidé de se défaire de certaines activités de vente directe, en fermant deux magasins phares. Le magasin de Milan a cessé ses activités au mois de juin 2009, alors que le magasin de New York a cessé ses activités à la fin de l'exercice. Dans les deux cas, les états financiers consolidés laissent apparaître la dépréciation des immobilisations dans le chef de leurs sociétés de contrôle respectives pour un montant global de 409 milliers d'euros.

Les points de vente monomarque suivants restent en activité :

- Paris, au sein de la structure immobilière qui accueille les bureaux de la filiale française du Groupe ;
- Hong Kong, à l'intérieur de l'aéroport international, qui enregistre de bonnes performances et est un excellent véhicule publicitaire de la marque dans une zone géographique au potentiel de croissance certain ;
- Vallesella, situé au cœur d'une région à très haut flux touristique ;

auxquels vient s'ajouter dès la fin du mois de novembre 2009, un point de vente directe, situé dans la structure industrielle de Pieve d'Alpago.

La décision du Groupe de réduire une partie des magasins monomarque naît de la nécessité d'éliminer tous les frais fixes liés aux activités de vente les moins rentables et de miser sur une stratégie commerciale qui privilégie la présence de la marque Giorgio Fedon 1919 dans la grande distribution organisée, telle que la Rinascente et le Groupe Coin, qui offre des

Rapport de gestion



surfaces très fréquentées, également par un public étranger qualifié, et dont les résultats en 2009 ont été conformes aux attentes.

- La réorganisation de la filiale américaine ainsi que la fermeture des magasins de New York et de Milan ont eu des effets sur les Redevances de crédit-bail qui ont connu une diminution en 2009 d'environ 0,1 millions d'euros. En 2010, cet effet aura une valeur plus importante, estimée approximativement à 0,5 millions d'euros.
- La restructuration des sociétés contrôlées Hawk et Expoplay a également été mise en route. Dans le cas de la société Hawk, celle-ci a réduit ses propres effectifs de façon significative et a décidé de transférer son propre siège à Pieve d'Alpago pour exploiter au mieux les synergies de la société mère et permettre à cette dernière d'exercer plus efficacement le contrôle de la gestion courante.

Dans le cas d'Expoplay, la société mère a décidé de mettre en route une opération de fusion par absorption qui a été réalisée au mois de décembre 2009. Cette décision naît de la volonté du Groupe de continuer les activités de production et de vente de présentoirs durables, mais comme une des activités de la société mère qui, grâce à ses propres ateliers de production et à sa propre organisation commerciale, peut exploiter pleinement sa grande expérience et connaissance du secteur optique. Ainsi, le Groupe entend également réduire les frais fixes liés à cette activité, en utilisant sa propre structure administrative et de services.

Compte de résultat consolidé

(montants en milliers d'euros)

	Notes	31/12/2009	31/12/2008
Actifs d'exploitation			
Produits des ventes et des services	06	45.007	55.581
Autres produits	29	983	1.254
Consommations de matières premières et fournitures	29	(19.415)	(24.896)
Achat de prestation de services	29	(9.467)	(12.074)
Redevances de crédit-bail	29	(1.649)	(1.711)
Charges de personnel	29	(12.508)	(15.227)
Autres provisions et autres charges	29	(1.075)	(823)
Correction des frais	29	1.378	1.245
Amortissements	29	(3.263)	(3.674)
Dépréciation des immobilisations	29	(783)	(206)
Résultat d'exploitation		(792)	(531)
Charges financières	29	(2.194)	(3.414)
Produits financiers	29	923	1.574
Résultat avant impôt		(2.063)	(2.371)
Impôts sur les bénéfices	30	(638)	(924)
Résultat net d'exploitation		(2.701)	(3.295)
Actifs destinés à être cédés			0
Résultat net des actifs destinés à être cédés		0	0
Résultat net de l'exercice		(2.701)	(3.295)
Résultat (part des minoritaires)		(4)	(44)
Résultat du Groupe		(2.697)	(3.251)

Rapport de gestion



Bénéfice par action

- base, pour le bénéfice de l'exercice distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère	-€ 1,46	-€ 1,75
- base, pour le bénéfice découlant des actifs d'exploitation distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère	-€ 1,46	-€ 1,75
- dilué, pour le bénéfice de l'exercice distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère	-€ 1,46	-€ 1,75
- dilué, pour le bénéfice découlant des actifs d'exploitation distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère	-€ 1,46	-€ 1,75

L'exercice clôturé au 31 décembre 2009 indique un résultat net négatif de 2 697 milliers d'euros à comparer au résultat négatif de 2008 de 3 251 milliers d'euros. Il faut toutefois souligner qu'en raison de l'incertitude qui caractérise les prévisions de mi-période, la société mère a récupéré, au cours de l'exercice 2009, une partie des impôts anticipés affectés au cours des exercices précédents pour un montant de 294 milliers d'euros, aussi bien de la société mère que des sociétés contrôlées Hawk et Expoplay.

Le résultat d'exploitation avant amortissement (EBITDA) est, comme nous l'avons déjà dit, positif et est équivalent à 3 254 milliers d'euros contre un montant de 3 349 milliers d'euros en 2008, alors que le résultat d'exploitation avant impôt est négatif et s'élève à 2 063 milliers d'euros par rapport à un montant négatif de 2 371 milliers d'euros en 2008.

Évolution sectorielle

	Secteur optique			Autres secteurs			Total		
	31/12/2009	31/12/2008	Var.%	31/12/2009	31/12/2008	Var.%	31/12/2009	31/12/2008	Var.%
Produits des ventes	40.584	47.229	14,1%	4.423	8.352	47,0%	45.007	55.581	19,0%
Résultat d'exploitation avant amortissements	4.656	4.778		(1.402)	(1.429)		3.254	3.349	
% sur recettes	11,5%	10,1%		-31,7%	-17,1%		7,2%	6,0%	
Résultat d'exploitation	1.594	2.063		(2.386)	(2.594)		(792)	(531)	
% sur recettes	3,9%	4,4%		-53,9%	-31,1%		-1,8%	-1,0%	

Par rapport à l'exercice précédent, les produits des ventes du secteur Optique, équivalant à 40 584 milliers d'euros, ont enregistré une baisse de 6 645 milliers d'euros, soit une diminution de 14,1 %. Cette forte baisse du chiffre d'affaires, bien qu'inférieure en pourcentage par rapport au chiffre d'affaires total, est due principalement aux difficultés apparues au cours du premier semestre de l'année dernière, qui a connu une forte baisse de la demande, notamment des principaux fabricants de lunettes. Par ailleurs, l'évolution du dollar américain, resté très faible pendant tout l'exercice, a influencé de façon significative cette différence de chiffre d'affaires. Par contre, le résultat d'exploitation avant amortissements (EBITDA) est passé d'un montant positif de 4 778 milliers d'euros à un montant de 4 656 milliers d'euros. Cette variation, équivalant à 122 milliers d'euros, est en vérité relativement modeste si elle est « lue » avec les données du chiffre d'affaires en forte baisse et laisse apparaître une bonne récupération de rentabilité. Celle-ci, à son tour, reflète non seulement le changement de l'organisation du Groupe, mais témoigne aussi de la façon dont le

Rapport de gestion



Groupe est parvenu à réduire les frais fixes de la structure organisationnelle de fonctionnement, en la rendant plus souple et efficace. Enfin, même le résultat d'exploitation (EBIT) est positif pour 1 594 milliers d'euros par rapport à 2 063 milliers d'euros enregistrés en 2008, avec une incidence sur le chiffre d'affaires en baisse de seulement 0,5 %.

En ce qui concerne les autres secteurs, la maroquinerie de marque Giorgio Fedon 1919, la vente de présentoirs durables et d'automation industrielle, l'on enregistre une forte baisse du chiffre d'affaires, équivalant à 4 millions d'euros, par rapport à l'exercice précédent. En particulier, la baisse la plus importante concerne précisément le secteur des présentoirs et, plus généralement, des accessoires destinés au merchandising à la fois dans le secteur de l'optique et dans d'autres secteurs. Toutefois, malgré cette baisse importante du chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation avant amortissements (EBITDA) demeure relativement inchangé par rapport à l'exercice précédent, alors que le résultat d'exploitation est un peu meilleur que celui de l'année précédente, en augmentation d'environ 8 %. Il est donc évident que les mesures adoptées pour faire face à la baisse du chiffre d'affaires des deux sociétés contrôlées Hawk et Expoplay, par le biais d'une réduction des effectifs et une rationalisation de la logistique de l'entreprise et des activités, ainsi que, dans le cas d'Expoplay, par le biais d'une fusion par absorption de la société contrôlée dans la société mère, se sont révélées très efficaces, ayant en définitive limité de façon significative les pertes qu'elles auraient potentiellement pu engendrer.

De la même manière, la division Giorgio Fedon 1919 est parvenue à absorber une baisse importante de chiffre d'affaires grâce à la réduction des charges d'exploitation, à la réorganisation du réseau de distribution, à la réduction des effectifs et à une forte amélioration de productivité qui ont caractérisé les directives générales du plan d'action 2009.

Effectif

Le tableau suivant mentionne l'effectif du groupe au 31 décembre 2009 et 2008 :

	31/12/2009	31/12/2008
Dirigeants	6	7
Employés	146	181
Ouvriers	1.134	1.037
Total	1.286	1.225
Nombre moyen dans l'année	1.256	1.223

L'effectif moyen annuel du Groupe est resté pratiquement stable. Une analyse détaillée laisse apparaître une hausse des effectifs des sociétés contrôlées étrangères, à la suite de la politique industrielle menée au cours des années 2007-2008.

Le Groupe a maintenu des rapports continus avec les syndicats et les représentants des travailleurs. Ces rapports ont toujours été très cordiaux et caractérisés par un climat de collaboration. Le transfert des bureaux au siège de Pieve d'Alpago, qui posait également des problèmes d'ordre logistique, s'est déroulé sans encombre et en parfaite harmonie entre les parties.

Aucun accident sur le lieu de travail n'est à déplorer et la société s'engage à maintenir constamment à jour le système de contrôle et garantie de la sécurité du travail.



Situation patrimoniale et financière

Actifs immobilisés

(montants en milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008
Immobilisations corporelles	13.444	14.668
Immeubles de placements	1.422	1.451
Immobilisations incorporelles	2.149	2.880
Participations dans des sociétés associées	0	0
Actifs financiers non courants	4.157	4.453
Actifs destinés à être cédés	0	0
Actifs immobilisés	21.172	23.452

Le poste « Actifs immobilisés » mentionné dans le tableau ci-dessus passe de 23 452 milliers d'euros pour l'exercice 2008 à 21 172 milliers d'euros au cours de l'exercice 2009. Cette baisse est due principalement à la diminution des immobilisations corporelles grâce à une réduction des investissements effectués en cours d'exercice. Par ailleurs, les immobilisations incorporelles diminuent par l'effet de la capitalisation des frais de recherche et développement, après amortissements et dépréciations.

Fonds de roulement net

(montants en milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008
Stocks	10.149	13.042
Créances commerciales	13.585	17.836
Actifs d'impôt, autres créances et autres actifs courants	2.115	3.425
Dettes commerciales	(8.732)	(10.686)
Dettes fiscales	(38)	(56)
Autres passifs courants	(3.232)	(2.838)
Fonds de roulement net	13.847	20.723

En référence aux postes qui composent le fonds de roulement net, l'importante diminution survenue au cours de l'exercice 2009 et équivalente à environ 7 millions d'euros se compose de la façon suivante :

- La diminution des stocks est équivalente à environ 2,9 millions d'euros et est le résultat de la baisse du chiffre d'affaires du Groupe et d'une activité plus consciencieuse de planification industrielle et d'achat ;
- La diminution des créances commerciales pour environ 4,3 millions d'euros est due non seulement à la baisse du chiffre d'affaires du Groupe, mais aussi à la cession *pro-soluto* des créances d'un important client à une société d'affacturage appartenant à un groupe bancaire italien de premier plan ;
- La diminution des dettes commerciales, équivalant à 2 millions d'euros, est due à la réduction des besoins en achat de matières premières et composants, due à son tour à la baisse du chiffre d'affaires et à la diminution des achats de prestation de services.

La diminution globale du fonds de roulement a également amélioré la situation financière nette du Groupe au cours de l'année 2009.



Endettement Financier Net

Le tableau suivant met en lumière les éléments constitutifs de l'endettement financier net à la clôture de chaque exercice :

(montants en milliers d'euros)		31/12/2009	31/12/2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie	A	2.357	1.124
Actifs financiers à la juste valeur détenus à des fins de transaction	B	252	1.903
Liquidités	C=A+B	2.609	3.027
Financements des actionnaires	E	-	-
Dettes financières courantes bancaires et autres	F	16.245	23.418
Financements à long terme - part courante	G	900	2.393
Endettement financier courant	H=E+F+G	17.145	25.811
Endettement financier courant net	I=H-C	14.536	22.784
Financements à long terme - part non courante	J	6.016	3.228
Endettement financier non courant	M=J	6.016	3.228
Endettement Financier Net	N=I+M	20.552	26.012

L'endettement financier net passe de 26 012 milliers d'euros au 31 décembre 2008 à 20 552 milliers d'euros au 31 décembre 2009. La variation positive, équivalant à 5 460 milliers d'euros, est due à une baisse significative de l'endettement à court terme, en partie dû au recours à l'affacturage pro-soluto d'une part importante du chiffre d'affaires (même limité aux trois derniers mois de l'exercice) et, en partie, aux besoins moindres en fonds de roulement.

Cette réduction est partiellement compensée par l'augmentation de l'endettement à moyen-long terme à la suite de l'opération de *lease back* immobilier qui s'est conclue au mois de février 2009, pour un montant net de 3 100 milliers d'euros et de l'octroi d'un délai d'atermoiement sur les financements en cours, en vertu de l'accord ABI du 6 août 2009, intervenu dès le mois d'octobre 2009.

Liquidités et ressources financières

(montants en milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008
Flux net de Trésorerie provenant des activités d'exploitation	7.813	5.349
Flux nets de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(311)	(3.563)
Flux nets de trésorerie relatifs aux activités de financement	(6.215)	(2.344)
Variation dans la différence de traduction et différence de change	(53)	(12)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	1.234	(570)
Trésorerie en début de période	1.124	1.694
Trésorerie en fin de période	2.358	1.124

Le flux net de trésorerie provenant des activités d'exploitation s'élève à 7 813 milliers d'euros et est compensé par le flux absorbé par la diminution de l'endettement net.



Actions propres et actions/participations de sociétés dominantes

La Société détient des actions propres acquises à la suite de la délibération de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires en date du 10 janvier 2002.

L'achat a pour but d'entrer en possession d'une quantité d'actions propres qui, tout en respectant la législation en vigueur, seront alors disponibles afin de mettre en œuvre, rapidement et sans se plier à des formalités supplémentaires, les opérations suivantes :

- régularisation du cours des actions en Bourse ;
- attribution d'actions au personnel ;
- utilisation des actions propres à des fins d'échange en cas d'opérations d'achat et/ou d'autres opérations financières.

Au 31 décembre 2009, la Société détient 46 529 actions ordinaires (équivalant à 2,45 % du total des actions et à 11,13 % du flottant) pour un montant nominal total de 121 milliers d'euros et pour une valeur de marché d'environ 311 milliers d'euros.

Le tableau suivant indique les mouvements des actions propres au cours de l'année 2009 :

	Nombre d'actions	Valeur nominale (milliers d'euros)	Participation % capital social
Situation au 1 ^{er} janvier 2009	46.077	120	2,45%
Correction de valeur des actions propres			
Achats	498	1	0,026%
Ventes	(46)	(0)	-0,002%
Plus / (moins-values) réalisées			
Situation au 31 décembre 2009	46.529	121	2,47%

Lien entre le résultat de l'exercice et les capitaux propres

Le tableau suivant indique le lien entre le résultat de l'exercice et les capitaux propres consolidés et ceux de la société mère au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2008 :

	Année 2009		Année 2008	
	Résultat de l'exercice	Capitaux propres	Résultat de l'exercice	Capitaux propres
Bilan de la société mère IAS/IFRS	(3.637)	10.793	(3.916)	14.659
Différence entre valeurs d'entrée des participations dans le bilan de la société mère et fonds propres des sociétés contrôlées	602	1.477	368	972
Écart d'acquisition	(111)	118	(100)	229
Élimination des opérations intragroupe	236	(423)	99	(659)
Extourne réévaluation monétaire	17	(541)	17	(558)
Autres postes mineurs	192	(143)	237	(376)
Total résultat et capitaux propres consolidés	(2.701)	11.281	(3.295)	14.267
Total résultat et capitaux propres des tiers	4	(4)	44	45
Total résultat et capitaux propres du Groupe	(2.697)	11.277	(3.251)	14.312



Investissements

En cours d'exercice, le Groupe a effectué des investissements en machines et outillage, et adaptation des constructions pour un montant total de 1 086 milliers d'euros et dans d'autres biens incorporels pour 926 milliers d'euros, dont le poste le plus important est représenté par la capitalisation des frais de développement.

Recherche et développement

Au cours de l'année 2009, le Groupe a également poursuivi son activité de recherche et développement, désormais consolidée, destinée d'une part à compléter une gamme toujours plus riche de produits innovants par le design et par l'utilisation de nouvelles matières et, d'autre part, à dégager des avantages compétitifs grâce à la réduction des coûts de production et à l'optimisation des procédés de production.

Au cours de l'exercice 2009, les activités de recherche et développement ont engendré, comme nous l'avons mentionné dans le précédent paragraphe, des coûts qui ont été capitalisés, en tant qu'immobilisations incorporelles, pour un montant total de 993 milliers d'euros. En ce qui concerne la tendance apparue au cours de ces deux dernières années à une croissance de la vie moyenne des produits du secteur optique, à la suite d'une propension moindre des clients à renouveler trop fréquemment le packaging des lunettes et à la nécessité, dans le cadre de la division Giorgio Fedon 1919, de développer les collections de produits en vente au cours d'une année déterminée avec pratiquement un an d'avance, en supportant toutefois la totalité des frais de conception, de développement des prototypes et d'industrialisation, au cours de l'exercice, tel que prévu par les normes de référence, les durées de vies utiles et, par conséquent, les quotes-parts d'amortissement de ces immobilisations, ont été revues.

Le lancement d'un projet de développement de nouveaux produits réalisés à l'aide de matériaux écologiquement sains et biodégradables a été particulièrement important. Il s'agit d'un projet très complexe et structuré, destiné à enrichir de façon innovante aussi bien l'offre d'étuis à lunettes que celle des produits de marque Giorgio Fedon 1919, accessoires personnels et de bureau. Le marché s'est immédiatement montré intéressé et une première commande a été produite au cours des premiers mois de l'année 2010. La presse spécialisée a relayé le projet et un célèbre quotidien financier s'en est occupé.

Opérations avec des parties liées

Les rapports avec des entreprises contrôlées sont majoritairement de nature commerciale et financière, et s'effectuent aux conditions du marché.

Pour de plus amples informations, veuillez vous reporter à ce qui a déjà été mentionné dans la note explicative du bilan n° 26.



Risques et incertitudes

Le contexte macro-économique actuel est caractérisé par une série de facteurs d'incertitude liés principalement à la volatilité des marchés financiers, à l'évolution des taux d'intérêt, au coût des matières premières, au taux de chômage et aux difficultés croissantes d'accès au crédit. Ce contexte nécessite l'adoption de modèles de gestion des affaires rigoureux, qui permettent d'apaiser les incertitudes découlant de la prévisibilité limitée des événements futurs, influencés par des facteurs exogènes souvent incontrôlables. L'évolution des marchés à laquelle le Groupe doit faire face l'a poussé à revoir sa stratégie et à préparer un plan d'action incisif destiné à assurer la limitation des coûts et à maximiser son efficacité et sa compétitivité.

- Risques liés aux conditions générales de l'économie

La situation économique, patrimoniale et financière du Groupe est influencée par différents facteurs qui conditionnent le cadre macro-économique présent dans les différents pays où il opère, y compris le degré de confiance des consommateurs et des entreprises.

L'année 2009, au niveau international, a débuté négativement avec un risque de stagnation du système financier, après les fortes baisses qui ont caractérisé la seconde partie de 2008. Déjà au cours des premiers mois de l'année, on a enregistré une chute des marchés qui ont atteint leurs minima historiques pour ensuite présenter des signes d'amélioration à partir de la seconde moitié de l'année. L'activité de production aussi a montré de faibles signes de reprise, grâce aux stimuli fiscaux et monétaires introduits déjà dès fin 2008, mais les perspectives de croissance de l'Italie et des économies des principaux pays développés restent modestes et sont exposées aux incertitudes liées à la résorption des politiques de soutien économique.

Là où cette situation de faiblesse et d'incertitude significatives devrait persister sur de longues périodes, l'activité, les stratégies et les perspectives du Groupe pourraient être influencées négativement et impacter négativement sa situation économique, patrimoniale et financière. Ce contexte économique général négatif pourra également avoir comme effet une élévation du risque de crédit auquel le Groupe est sujet, en matière d'exposition vis-à-vis de ses propres clients, qui pourraient présenter des difficultés de paiement accrues. À ce propos, le Groupe, dans le cadre de sa propre politique de gestion des risques commerciaux, met en place toute action possible afin d'assurer le recouvrement des créances commerciales.

En ce qui concerne les informations requises par l'art. 2428 du Code civil sur les états financiers de l'exercice et de l'art. 40 du décret législatif n° 127/1991 sur les états financiers consolidés en ce qui concerne les objectifs et les politiques en matière de gestion du risque financier, il convient de souligner ce qui suit.

- Facteurs de risque financier

Le Groupe s'expose à des risques financiers liés à son activité, qui se réfèrent plus particulièrement aux cas d'espèce suivants :

Risque de crédit découlant des opérations commerciales ou des activités de financement. Le Groupe limite son propre risque de crédit en appliquant aux clients qui en font la demande des conditions de paiement échelonnées liées à des ouvertures de crédit et en contrôlant constamment que le montant



des encours ne dépasse pas celui des crédits octroyés. Toutefois, il existe des concentrations significatives de risque de crédit dues au poids (en pourcentage) de certains clients importants du secteur de la lunetterie sur le chiffre d'affaires. Le Groupe estime cependant que, s'agissant d'entreprises leader dans le monde de la production et de la commercialisation de produits optiques, ce risque est limité.

- Risque de liquidité lié à la disponibilité des ressources financières et à l'accès au marché du crédit. Le risque de liquidité doit être considéré comme moyen/haut, vu le niveau d'endettement de la Société par rapport aux volumes d'activité et aux capitaux propres. Le Groupe a recours à l'affacturage *pro-soluto* pour une partie importante du chiffre d'affaires et, en 2009, a obtenu l'octroi d'un délai d'atermolement sur les financements en cours, conformément à l'accord ABI du 6 août 2009, intervenu à partir du mois d'octobre.
- Risque de change lié aux activités dans des zones de devises différentes des devises de dénomination. La Société opère au niveau international et est donc exposée au risque de change.
- Risque de taux d'intérêt lié à l'exposition du Groupe sur des instruments financiers qui génèrent des intérêts. Le Groupe utilise deux instruments financiers dérivés pour couvrir l'exposition au risque de taux liée à l'endettement bancaire et ne détient pas d'instruments financiers à caractère spéculatif.

Pour tous les détails techniques et pour de plus amples informations, veuillez vous reporter à ce qui a déjà été mentionné dans les notes explicatives du bilan n° 27 et 28.

Informations sur le capital social

Le capital social de la société mère au 31 décembre 2009 est constitué de 1 900 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 2,58 euros chacune.

La composition du capital au 31.12.2009 présente un flottant d'environ 22 % et un contrôle par la famille Fedon équivalant à environ 78 %, au travers de personnes physiques et de différentes sociétés.

À la même date, Monsieur Callisto Fedon, Président du Conseil d'administration de Fedon S.p.A. contrôlait directement et indirectement 25,12 % du capital social de la société mère.

Conformément aux dispositions de l'art. 123 bis alinéa 2 du *Testo Unico della Finanza*, veuillez vous reporter à ce qui est mentionné de façon détaillée dans le rapport sur la gouvernance d'entreprise annexé aux présents états financiers.

Participations détenues par les membres du conseil d'administration

En vertu de la norme comptable IAS 24 et de l'art. 79 du *Regolamento Emittenti* 11971/1999, selon les critères établis dans l'annexe 3C, dans la note 26. Les participations détenues à titre personnel par les membres des organes d'administration et de contrôle de la société mère sont mentionnées.



Évolution du titre

Le tableau ci-après indique l'évolution du titre au cours des 12 derniers mois.



Direction et coordination

La Société n'est soumise à aucune activité de direction et de coordination de la part de sociétés ou de groupes.

Sociétés contrôlées sises en dehors du territoire de l'Union européenne

L'organe administratif de Giorgio Fedon & Figli S.p.A., société qui contrôle les sociétés constituées et régies par des lois émanant d'États n'appartenant pas à l'Union européenne, a attesté de l'existence des conditions mentionnées à l'article 36 du règlement Consob n° 16191/2007, lettres a), b) et c). En particulier, il s'est assuré que les sociétés contrôlées sises en dehors du territoire de l'Union européenne :

- aient fourni au réviseur de la société mère les informations dont il a besoin pour réaliser son activité de contrôle des comptes annuels et infra-annuels ;

- disposent d'un système administratif et comptable en mesure de faire parvenir régulièrement à la direction, à l'organe de contrôle et au réviseur de la société mère les données économiques, patrimoniales et financières nécessaires à la rédaction des états financiers consolidés.

Informations en vertu de l'art. 123 bis du T.U. n° 58/1998 (T.U.F.)

Le rapport sur la gouvernance d'entreprise, approuvé par le Conseil d'administration le 26 mars 2010, est un document rédigé séparément et non inclus dans le rapport de gestion. Le modèle

Rapport de gestion



adopté s'inspire substantiellement du *Codice di Autodisciplina* (Code de pratiques loyales) préparé par le Comité pour la gouvernance d'entreprise des sociétés cotées et édicté par la Borsa Italiana S.p.A.

Le rapport sur la gouvernance d'entreprise est mis à la disposition des actionnaires auprès du siège social de la Société et est publié sur le site de l'émetteur www.fedongroup.com, sous l'onglet « investor relations ».

Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre des activités prévues par le décret législatif n° 196/03, dénommé « Code en matière de protection des données à caractère personnel », des activités utiles à l'évaluation du système de protection des informations dans la société mère qui est assujettie à cette réglementation ont été mises en œuvre. Ces activités ont mis en lumière une adéquation substantielle aux formalités requises par la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel gérées par la société mère, y compris la rédaction du Document relatif à la Sécurité qui a été opportunément mis à jour au cours de l'exercice 2009.

Perspectives futures

Les trois premiers mois de l'exercice en cours laissent apparaître un chiffre d'affaires en reprise par rapport à la même période de l'exercice précédent, en amélioration de plus de 10 %, et parfaitement conforme au budget de l'entreprise qui prévoit une amélioration globale du chiffre d'affaires en 2010 de l'ordre de 11,5 %. Cette évolution nous permet donc d'envisager avec confiance la réalisation du budget prévu pour 2010 qui a pour but de ramener le Groupe à l'équilibre bilantaire pendant l'exercice en cours, en achevant le cycle de réorganisation totale de ses activités et en posant les bases de nouveaux projets futurs.

Événements postérieurs

Après la date de clôture du bilan au 31 décembre 2009, aucun fait ou événement pouvant avoir un impact significatif sur la situation patrimoniale et économique mentionnée dans le rapport annuel consolidé clôturé à cette même date ne s'est produit.

Vallesella di Cadore, le 26 mars 2010

Le Président du Conseil d'administration
Fedon Callisto



Bilan consolidé

(montants en milliers d'euros)

	Notes	31/12/2009	31/12/2008
ACTIFS			
Immobilisations corporelles	7	13.444	14.668
Immeubles de placements	8	1.422	1.451
Immobilisations incorporelles	9	2.149	2.880
Participations dans des sociétés associées		0	0
Impôts différés actifs	30	3.739	4.072
Autres actifs non courants	11	418	381
Actifs destinés à être cédés		0	0
Total des actifs non courants		21.172	23.452
Stocks	12	10.149	13.042
Créances sur clients	13	15.097	19.374
Avoir fiscal	14	331	1.663
Autres actifs courants	23	272	225
Actifs financiers à la juste valeur détenus à des fins de transaction	15	252	1.903
Liquidités	16	2.358	1.124
Total actifs courants		28.459	37.331
TOTAL ACTIFS		49.631	60.783
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Capital social	17	4.902	4.902
Réserve légale	17	980	980
Autres réserves	17	23.185	22.858
Report à nouveau des bénéficiaires	17	(15.093)	(11.177)
Résultat de l'exercice		(2.697)	(3.251)
Capitaux propres du Groupe		11.277	14.312
Capital et réserves (part des intérêts minoritaires)	17	8	(1)
Résultat (part des minoritaires)	17	(4)	(44)
Capitaux propres (part des tiers)		4	(45)
TOTAL CAPITAUX PROPRES		11.281	14.267
Financements des actionnaires		0	0
Financements à moyen-long terme	18	5.808	3.228
Provisions pour risques et charges	19	498	384
Avantages au personnel	20	1.974	2.863
Impôts différés	30	715	649
Total passifs non courants		8.995	7.124
Dettes commerciales et autres dettes	21	11.498	12.973
Financements à court terme	18	17.354	25.811
Dettes fiscales	22	38	56
Autres passifs courants	23	466	552
Total passifs courants		29.356	39.392
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		49.631	60.783



Compte de résultat consolidé

(montants en milliers d'euros)

	Notes	31/12/2009	31/12/2008
Actifs d'exploitation			
Produits des ventes et des services	06	45.007	55.581
Autres produits	29	983	1.254
Consommations de matières premières et fournitures	29	(19.415)	(24.896)
Achat de prestation de services	29	(9.467)	(12.074)
Redevances de crédit-bail	29	(1.649)	(1.711)
Charges de personnel	29	(12.508)	(15.227)
Autres provisions et autres charges	29	(1.075)	(823)
Correction des frais	29	1.378	1.245
Amortissements	29	(3.263)	(3.674)
Dépréciation des immobilisations	29	(783)	(206)
Résultat d'exploitation		(792)	(531)
Charges financières	29	(2.194)	(3.414)
Produits financiers	29	923	1.574
Résultat avant impôt		(2.063)	(2.371)
Impôts sur les bénéfices	30	(638)	(924)
Résultat net d'exploitation		(2.701)	(3.295)
Actifs destinés à être cédés			0
Résultat net des actifs destinés à être cédés		0	0
Résultat net de l'exercice		(2.701)	(3.295)
Résultat (part des minoritaires)		(4)	(44)
Résultat du Groupe		(2.697)	(3.251)
Bénéfice par action			
- base, pour le bénéfice de l'exercice distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère		-€ 1,46	-€ 1,75
- base, pour le bénéfice découlant des actifs d'exploitation distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère		-€ 1,46	-€ 1,75
- dilué, pour le bénéfice de l'exercice distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère		-€ 1,46	-€ 1,75
- dilué, pour le bénéfice découlant des actifs d'exploitation distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère		-€ 1,46	-€ 1,75



État des variations des capitaux propres consolidés

	Capital social	Réserve légale	Réserve de convers.	Actions propres	Autres Réserves	Report résultats antérieurs	Résultat de l'exercice	Capitaux propres du Groupe	Capital et rés. (part min.)	Capitaux propres consolidés
Solde au 31/12/2007	4.902	980	107	(470)	22.574	(6.358)	(4.729)	17.006	(1)	17.005
Affectation résultat	0	0	0	0	88	(4.819)	4.729	0	0	(2)
Versement des actionnaires au compte augmentation de capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Différences de conversion	0	0	(12)	0	0	0	0	(12)	0	(12)
Autres mouvements	0	0	0	0	571	0	0	571	0	571
Résultat de l'exercice	0	0	0	0	0	0	(3.251)	(3.251)	(44)	(3.295)
Solde au 31/12/2008	4.902	980	95	(470)	23.233	(11.177)	(3.251)	14.312	(45)	14.267
Affectation résultat	0	0	0	0	664	(3.916)	3.251	0	0	0
Versement des actionnaires au compte augmentation de capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Différences de conversion	0	0	(53)	0	0	0	0	(53)	0	(53)
Autres mouvements	0	0	0	0	(284)	0	0	(284)	53	(231)
Résultat de l'exercice	0	0	0	0	0	0	(2.697)	(2.697)	(4)	(2.701)
Solde au 31/12/2009	4.902	980	42	(470)	23.613	(15.093)	(2.697)	11.277	4	11.281

État du résultat global

	Notes	31/12/2009	31/12/2008
Résultat de l'exercice		(2.697)	(3.251)
Variation des réserves de couverture des flux de trésorerie (*)	30	(176)	(126)
Variation de la réserve de conversion		(53)	(12)
Résultat net global		(2.926)	(3.389)

(*) effet fiscal déjà englobé dans la détermination des impôts sur les bénéfices de la période



Tableau de Flux de Trésorerie consolidé

FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
	Notes	31/12/2009	31/12/2008
Résultat net du Groupe découlant des actifs d'exploitation		(2.697)	(3.251)
Résultat net des actifs destinés à être cédés		0	0
Résultat (part des minoritaires)		(4)	(44)
Flux non monétaires :			
Amortissements	29	4.046	3.880
Provision pour dépréciation des créances		299	111
Moins-values (plus-values) nettes		(91)	(99)
Moins-values cession participations dans société associée		0	0
Plus-values sur cession actifs destinés à être cédés			
Provision (utilisation) pour indemnités de fin de contrat	20	(889)	353
Dotations (utilisation) provisions pour risques et charges	19	140	135
Provision (utilisation) impôts différés		399	670
Charges financières actualisées		0	0
Variations des actifs et passifs courants :			
Créances sur clients	13	4.011	2.435
Autres actifs courants		1.285	1.270
Stocks	12	2.893	1.723
Dettes commerciales et autres dettes (courantes)	21	(1.475)	(1.796)
Autres passifs		(104)	(38)
Total ajustements et variations		10.510	8.600
Flux net de Trésorerie provenant des activités d'exploitation		7.813	5.349
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Réalisation d'immobilisations corporelles		60	185
Intérêts perçus		28	67
Acquisition d'immobilisations corporelles	9	(1.086)	(2.120)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	7	(927)	(856)
Investissements dans d'autres actifs non courants		(37)	40
Actifs financiers à la juste valeur détenus à des fins de transaction	15	1.651	(879)
Acquisition des capitaux propres des minoritaires		0	0
Réalisation des actifs destinés à être cédés		0	0
Acquisition d'entreprise, nette des liquidités acquises :		0	0
Flux nets de trésorerie affectés aux activités d'investissement		(311)	(3.563)
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Distribution des dividendes		0	0
Actions propres		0	0
Autres mouvements capitaux propres		(338)	571
Emprunts de financements à moyen/long terme envers les banques	18	2.580	0
(Remboursements) de financements à moyen/long terme envers les banques	18	(1.503)	(4.978)
Emprunts (remboursements) nets de financements à court terme envers les banques	18	(6.954)	2.063
Flux nets de trésorerie relatifs aux activités de financement		(6.215)	(2.344)
Différences de change sur immobilisations		0	0
Variation de la réserve de change		(53)	(12)
Effet des variations des cours de change sur les flux de trésorerie		(53)	(12)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	16	1.234	(570)
Trésorerie en début de période		1.124	1.694
Trésorerie en fin de période		2.358	1.124
Intérêts versés		1.015	1.559
Impôts versés sur les bénéfices		291	249



Principes comptables et notes explicatives

01. Informations relatives à la société

La publication des états financiers consolidés de Giorgio Fedon & Figli S.p.A. (la Société) pour l'exercice clos au 31 décembre 2009 a été autorisée par délibération du Conseil d'Administration en date du 26 mars 2010. Giorgio Fedon & Figli S.p.A. est une société anonyme de droit italien, inscrite au Registre du commerce de Belluno et cotée au Marché Euronext Paris - Compartiment C. Les principales activités de la société sont décrites à la note n° 06.

Fusion par absorption de la société contrôlée Expoplay by Fedon Srl

En date du 15 décembre 2009, la société Expoplay by Fedon, entièrement détenue, a été fusionnée par absorption dans la société Giorgio Fedon & Figli SpA. L'opération de fusion rentre dans le cadre du projet de rationalisation et de restructuration industrielle que la société met en œuvre depuis 2008.

02. Principes comptables et critères de rédaction

Principes de base

Le bilan consolidé du Groupe Fedon au 31 décembre 2009 a été rédigé sur la base des International Financial Reporting Standards (ci-après « IFRS » ou « principes comptables internationaux ») édictés par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et homologués par la Commission européenne conformément à la procédure explicitée à l'art. 6 du Règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil en date du 19 juillet 2002 lors de la rédaction des présents états financiers, ainsi qu'en vertu des dispositions du décret loi n° 38/2005. Par IFRS, l'on entend également tous les principes comptables internationaux revus (IAS) et toutes les interprétations de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC), précédemment dénommé Standing Interpretations Committee (SIC).

Les principes comptables adoptés sont conformes à ceux utilisés dans l'exercice précédent à l'exception de ce qui est reporté au paragraphe « principes comptables, amendements et interprétations appliqués depuis le 1^{er} janvier 2009 ».

Le bilan a été rédigé sur la base du critère du coût historique, à l'exception des actifs financiers détenus à des fins de transaction et de certains actifs et passifs financiers, y compris les instruments dérivés qui sont inscrits à la juste valeur (fair value).



Les états financiers consolidés se composent du bilan, du compte de résultat, de l'état des variations des capitaux propres, du tableau des flux de trésorerie et des notes explicatives suivantes.

Les notes explicatives, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie, comme le rapport de gestion, sont présentés, pour une meilleure lisibilité, avec des montants exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Le bilan et le compte de résultat sont quant à eux présentés en unités d'euros.

Choix des schémas des états financiers

Lors de la préparation des documents qui composent les états financiers, le Groupe a adopté les critères suivants :

- Bilan

Les actifs et les passifs présentés au bilan ont été classés distinctement entre actifs courants et non courants conformément aux dispositions de la norme comptable IAS 1.

En particulier, un actif doit être classé en tant qu'actif courant lorsqu'il remplit l'un des critères suivants :

- (a) l'entité s'attend à réaliser l'actif, entend le vendre ou le consommer, dans son cycle d'exploitation normal ;
- (b) elle détient l'actif principalement aux fins d'être négocié ;
- (c) elle s'attend à réaliser cet actif dans les douze mois qui suivent la période de reporting ;
- (d) l'actif se compose de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie.

Tous les autres actifs ont été classés en tant qu'actifs non courants.

Un passif doit être classé en tant que passif courant lorsqu'il remplit l'un des critères suivants :

- (a) l'entité s'attend à régler le passif au cours de son cycle d'exploitation normal ;
- (b) elle détient le passif principalement aux fins d'être négocié ;
- (c) le passif doit être réglé dans les douze mois qui suivent la période de reporting ;
- (d) l'entité ne dispose pas d'un droit inconditionnel de différer le règlement du passif pour au moins douze mois après la période de reporting.

Tous les autres passifs ont été classés en tant que passifs non courants.

De plus, sur la base des dispositions IFRS 5, les actifs (et les passifs inclus) dont la valeur comptable est recouverte principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue sont classés, lorsqu'ils existent, en tant qu' « Actifs détenus en vue de la vente » et « Passifs inclus dans des groupes destinés à être cédés ».

- Compte de résultat

Les coûts sont classés sur la base du critère de leur nature.

- État des variations des capitaux propres



L'état a été rédigé en présentant les postes par colonne, avec rapprochement des soldes de début et de fin de période de chacun des postes qui composent les capitaux propres.

- État des flux de trésorerie

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sont présentés en utilisant la méthode indirecte autorisée par IAS 7, car ce critère est le plus conforme au secteur d'activités dans lequel l'entreprise opère. En appliquant ce critère, le résultat de l'exercice a été ajusté des effets des transactions sans effet de trésorerie, des décalages ou régularisations d'entrées ou de sorties de trésorerie opérationnelle passées ou futures liés à l'exploitation et des éléments de produits ou de charges liés aux flux de trésorerie concernant les investissements ou le financement.

Principes comptables, amendements et interprétations appliqués depuis le 1^{er} janvier 2009

- La version révisée de la norme « IAS 1 – Présentation des états financiers » stipule que toutes les variations résultant de transactions réalisées avec des non-proprétaires doivent être indiquées dans un état unique distinct qui montre l'évolution de la période (état unique du résultat global qui présente des sous-totaux) ou dans deux états distincts (compte de résultat et état du résultat global). Ces variations doivent être reprises séparément également dans l'état des variations des capitaux propres.
- L'amendement à la norme « IFRS 7 – Instruments financiers : informations à fournir » vise à améliorer l'information fournie par les entreprises quant aux évaluations à la juste valeur et aux risques de liquidité associés aux instruments financiers. En particulier, l'amendement stipule que soient fournies les informations relatives à l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers selon une hiérarchie des justes valeurs.

Améliorations ou modifications des normes IFRS non pertinentes pour la société

- IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions – conditions d'acquisition et annulation
- IFRS 3 – Regroupements d'entreprises
- IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées
- IFRS 8 – Secteurs opérationnels
- IAS 1 – Présentation des états financiers
- IAS 7 – État des flux de trésorerie
- IAS 17 – Contrat de location
- IFRS 32 – Instruments financiers présentation : classement des émissions de droits
- IAS 36 – Dépréciation d'actifs
- IAS 38 – Immobilisations incorporelles
- IFRS 39 – Instruments financiers : comptabilisation et évaluation
- IFRIC 9 – Réexamen de dérivés incorporés



Principes comptables, amendements et interprétations non pertinents ou non encore applicables et non adoptés de façon anticipée par la société

- Amendement à la norme « IAS 32 – Instruments financiers : Présentation » et à la norme « IAS 1 – Présentation des états financiers – Instruments financiers ».
- Version révisée de la norme « IAS 23– Coûts d’emprunt ».
- Amélioration de la norme « IAS 16 – Immobilisations corporelles »
- Amélioration de la norme « IAS 19 – Avantages du personnel ».
- Amélioration de la norme « IAS 20 – Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l’aide publique ».
- Amélioration de la norme « IAS 28 – Participations dans des entreprises associées », et à la norme « IAS 31 – Participations dans des coentreprises ».
- Amélioration de la norme « IAS 29 – Information financière dans les économies hyperinflationnistes ».
- Amélioration de la norme « IAS 36 – Dépréciation d’actifs ».
- Amélioration de la norme « IAS 38 – Immobilisations incorporelles ».
- Amélioration de la norme « IAS 39 – Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».
- Amélioration de la norme « IAS 40 – Immeubles de placement ».
- IFRIC 13 – Programmes de fidélisation de la clientèle.
- IFRIC 15 – Accords de construction de bien immobiliers.
- IFRIC 16 – Couvertures d’un investissement net dans une activité à l’étranger.

Conformité aux normes IFRS

Les comptes consolidés de Giorgio Fedon & Figli S.p.A. ont été préparés en conformité avec les normes International Financial Reporting Standards (IFRS).

Principes de consolidation

Les comptes consolidés comprennent les bilans de Giorgio Fedon & Figli S.p.A. et de ses sociétés contrôlées, établis au 31 décembre de chaque exercice. Les chiffres utilisés pour la consolidation des sociétés contrôlées proviennent des états financiers préparés par les Administrateurs de chacune des sociétés contrôlées. Ces données ont été modifiées et reclassées de façon appropriée, lorsque cela s’est avéré nécessaire, afin de les homogénéiser pour qu’elles répondent aux principes comptables internationaux ainsi qu’aux critères de classification du Groupe.

Les soldes et transactions intragroupe, y compris les bénéfices et les pertes éventuels non réalisés provenant de transactions intragroupes comptabilisées à l’actif, sont totalement éliminés.

Les sociétés contrôlées sont intégralement consolidées à partir de la date d’acquisition, c’est-à-dire la date à laquelle le Groupe en prend le contrôle, et elles cessent d’être consolidées à la date où leur contrôle est transféré en dehors du Groupe.



Les intérêts minoritaires représentent la part de profits ou de pertes et d'actifs nets non détenue par le Groupe et font l'objet d'un poste distinct dans le compte de résultat, et dans le bilan parmi les composants des capitaux propres, séparément des capitaux propres du Groupe. Les acquisitions d'intérêts minoritaires sont comptabilisées selon la méthode de la « parent extension method », sur la base de laquelle l'écart entre le prix payé et la valeur comptable de la quote-part des actifs nets achetés est comptabilisé comme écart d'acquisition.

03. Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la société mère Giorgio Fedon & Figli S.p.A. et des sociétés italiennes et étrangères sur lesquelles Fedon a le droit d'exercer le contrôle, directement ou indirectement (par le biais de ses sociétés contrôlées), d'en déterminer les choix financiers et de gestion et d'obtenir les bénéfices correspondants.

Les sociétés contrôlées sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle a été effectivement transféré au Groupe et cessent d'être consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré en dehors du Groupe.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2009 et consolidées à l'aide de la méthode de l'intégration globale sont les suivantes :

Dénomination sociale	Siège social	Part du Groupe
Société mère		
Giorgio Fedon & F.lli S.p.A.	Italie	-
<i>Sociétés contrôlées intégralement consolidées</i>		
Hawk Automazioni S.r.l.	Italie	95,00%
Genetier S.a.s.	France	100,00%
Kapunkt GmbH	Allemagne	100,00%
Fedon America Inc.	États-Unis	100,00%
Fedon Industries S.A.	Luxembourg	100,00%
East Coast S.r.l.	Roumanie	100,00%
Shenzhen Fei Dong Limited	Chine	100,00%
Shenzhen Fei Chi Limited	Chine	100,00%
Fedon Far East Limited	Hong Kong	100,00%
GF 1919 New York	États-Unis	100,00%
GF 1919 Far East	Hong Kong	100,00%



04. Estimations comptables significatives

Incertitude des estimations

Les estimations effectuées à la date de clôture des états financiers sont revues périodiquement et pourraient entraîner des ajustements significatifs dans les valorisations des actifs et passifs avant la clôture du prochain exercice.

Ces estimations sont utilisées pour comptabiliser les provisions pour risques de crédit, pour dépréciation de stocks, dotations aux amortissements, provisions pour dépréciation d'actifs et de participations dans des sociétés contrôlées et associées, pour avantage au personnel, pour impôts et pour risques et charges, pour fiscalité différée active. En particulier :

Perte de valeur de l'écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est soumis à un test, avec une périodicité annuelle, quant à d'éventuelles pertes de valeur. Ce test requiert une estimation de la valeur d'utilisation de l'Unité Génératrice de Trésorerie à laquelle est attribué l'écart d'acquisition, basée à son tour sur l'estimation des flux financiers attendus par l'unité et sur leur actualisation, sur la base d'un taux d'escompte adéquat.

Impôts différés actifs

Les impôts différés actifs sont comptabilisés conformément à la norme IAS 12 et englobent ceux liés aux pertes reportées, dans la mesure où il est probable de dégager des bénéfices fiscaux adéquats au titre desquels lesdites pertes pourront être utilisées et les extournes des écarts temporaires absorbées. Une évaluation discrétionnaire est demandée aux administrateurs en vue de déterminer le montant des impôts différés actifs pouvant être comptabilisés. Ils doivent estimer leur probabilité de survenance dans le temps et le montant des bénéfices futurs fiscalement imposables, ainsi qu'une stratégie de planification des impôts futurs.

Frais de développement

Les frais de développement sont capitalisés sur la base du principe comptable explicité ci-après. Pour déterminer les montants à capitaliser, les administrateurs doivent élaborer des hypothèses concernant les flux de trésorerie futurs attendus des immobilisations, les taux d'escompte à appliquer et les périodes de manifestation des bénéfices attendus.

Provisions pour risques et charges

La société a utilisé les estimations pour l'évaluation des provisions pour risques de crédit, pour garanties données aux clients, pour restructuration, pour dépréciation de stocks et pour autres risques et charges. Pour plus de détails, voir les notes relatives à chaque poste de bilan.



05. Synthèse des principaux critères comptables

Immeubles, installations et machines

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût historique, comprenant les frais accessoires directement imputables et nécessaires à la mise en service du bien en vue de l'utilisation pour laquelle il a été acheté.

Les terrains, à la fois nus ou rattachés à des constructions civiles et industrielles, ont été généralement comptabilisés séparément et ne sont pas amortis car ce sont des éléments ayant une durée d'utilité illimitée.

Certains biens ayant fait l'objet d'une réévaluation lors des périodes précédant la date de transition (1^{er} janvier 2006) sont comptabilisés sur la base de leur valeur réévaluée à la date de réévaluation, considérée comme coût présumé (deemed cost).

Les frais d'entretien et de réparation, qui ne sont pas susceptibles de valoriser et/ou de prolonger la durée de vie résiduelle des biens, sont généralement enregistrés en charges dans le compte de résultat au cours de la période où ils sont encourus.

Les immobilisations corporelles sont présentées nettes des amortissements cumulés s'y rattachant ainsi que d'éventuelles pertes de valeur déterminées selon les modalités décrites ci-après. L'amortissement est calculé linéairement sur la base de la durée d'utilité estimée pour l'entreprise, celle-ci étant réexaminée tous les ans et, le cas échéant, modifiée suite à d'éventuels changements par application prospective.

Les principales quotes-parts technico-économiques utilisées sont les suivantes :

Terrains	Non applicable
Constructions industrielles	De 0,15 % à 2 %
Constructions civiles	3 %
Constructions légères	10%
Installations génériques	17,5%
Installations et machines	De 0,42 % à 6,67 %
Matériel et outillage	25%
Autres biens :	
- - Matériel informatique	20%
- Matériel et équipements de bureau	12%
- Véhicules de tourisme	20-25%

Lors de la vente ou lorsqu'il ne reste aucun bénéfice financier futur attendu de l'utilisation d'un bien, celui-ci est sorti du bilan et l'éventuelle perte ou bénéfice (calculé comme différence entre la valeur de cession et la valeur d'entrée) est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Les biens acquis par des contrats de crédit-bail sont inscrits à la valeur normale du bien au début du contrat, avec comptabilisation simultanée au passif de la dette financière correspondante vis-à-vis des sociétés de location.



Les amortissements de ces biens sont calculés en fonction de la durée d'utilité économique d'une manière analogue à ce qui a été effectué pour les autres immobilisations corporelles.

Immeubles de placements

Les terrains et les constructions détenus afin de percevoir un loyer ou à titre de placement sont inscrits au coût total comprenant les charges accessoires liées à l'acquisition et le montant net vis-à-vis des amortissements et d'éventuelles pertes de valeur.

Les reclassements portant sur un immeuble de placement se produisent lorsque, et seulement lorsque, il y a un changement d'utilisation tel que : la cessation d'utilisation directe ou la prise d'effet d'un contrat de crédit-bail opérationnel avec des tiers

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition, à durée de vie indéterminée, représente l'excédent du coût d'acquisition sur la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables. Après l'inscription initiale, l'écart d'acquisition est évalué au coût, diminué des éventuelles pertes de valeurs cumulées. L'écart d'acquisition fait l'objet au moins annuellement d'un test de dépréciation (impairment test), destiné à déterminer les éventuelles réductions de valeur. Afin de réaliser correctement les analyses de valorisation, l'écart d'acquisition est alloué à chacune des Unités Génératrices de Trésorerie qui bénéficieront des synergies de l'acquisition.

Actifs incorporels

Un actif incorporel n'est comptabilisé que s'il est identifiable, contrôlable, si l'on prévoit qu'il génère des bénéfices économiques futurs et que son coût peut être déterminé de façon fiable. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont évaluées au prix d'acquisition ou de revient après amortissements et pertes de valeur accumulés.

L'amortissement est paramétré d'après la durée d'utilité prévue et commence dès que l'actif est prêt à être mis en service.

Chaque fois qu'il y a une indication que l'immobilisation incorporelle peut s'être dépréciée, l'on procède à l'estimation de la valeur recouvrable de l'actif, en imputant la dépréciation éventuelle au compte de résultat. Lorsque les conditions pour la dépréciation précédemment effectuée disparaissent, la valeur comptable de l'actif est rétablie avec imputation au compte de résultat, dans les limites de la valeur nette d'entrée que l'actif en objet aurait eu si la dépréciation n'avait pas été effectuée et si les amortissements avaient été effectués.

Frais de recherche et développement

En vertu de la norme IAS 38, les frais de recherche sont comptabilisés en charges au compte de résultat au moment où ils sont supportés.

Les frais de développement sont capitalisés à l'actif uniquement si toutes les conditions suivantes sont respectées :



1. L'actif est identifiable ;
2. L'actif créé générera des avantages économiques futurs probables ;
3. Les frais de développement de l'actif peuvent être mesurés de façon fiable.

Les actifs incorporels, autres que les frais de développement, générés en interne ne sont pas capitalisés et sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été supportés.

Les bénéfices ou les pertes découlant de la vente d'un actif incorporel sont déterminés par la différence entre la valeur de cession et la valeur d'entrée du bien et sont comptabilisés dans le compte de résultat au moment de la vente.

Dépréciation des actifs (impairment)

À chaque clôture de bilan, le Groupe évalue l'éventuelle existence d'indicateurs de dépréciation des actifs à durée de vie indéterminée. Dans ce cas, ou dans les cas où une vérification annuelle des dépréciations est requise, le Groupe effectue une estimation de la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur d'un actif ou d'une Unité Génératrice de Trésorerie nette des coûts de vente et sa valeur d'utilité. Elle est déterminée pour chaque actif, sauf lorsque cet actif ne génère pas de flux de trésorerie qui soient suffisamment indépendants de ceux générés par d'autres actifs ou groupe d'actifs. Si la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable, cet actif a subi une dépréciation et doit donc être déprécié pour atteindre sa valeur recouvrable. En déterminant la valeur d'utilité, le Groupe déduit de la valeur actuelle les flux de trésorerie futurs en utilisant un taux d'actualisation avant impôt comprenant un taux d'intérêt sans risque en y rajoutant les risques inhérents à l'actif. Les dépréciations enregistrées par l'actif d'exploitation sont comptabilisées dans le compte de résultat dans les catégories de coût correspondant à la fonction de l'actif qui a enregistré la dépréciation.

À chaque clôture, le Groupe évalue également l'éventuelle existence d'indicateurs de diminution (ou de réduction) des dépréciations précédemment comptabilisées et, si ces indicateurs existent, estime la valeur recouvrable. La valeur d'un actif précédemment déprécié peut être réajustée uniquement s'il y a eu des changements dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif suite à la dernière comptabilisation d'une dépréciation. Dans ce cas, la valeur comptable de l'actif est portée à la valeur recouvrable, sans toutefois que la valeur ainsi augmentée puisse excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette d'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée au cours des exercices précédents. Chaque reprise est comptabilisée en tant que produit dans le compte de résultat. Si l'actif est comptabilisé pour un montant réévalué, la reprise devra être traitée comme une réévaluation. Après avoir comptabilisé une reprise suite à un test de valorisation, la part d'amortissement de l'actif est corrigée pour les périodes futures, afin de répartir la valeur comptable modifiée, nette d'éventuelles valeurs résiduelles, linéairement tout le long de la vie utile restante.

Participations dans d'autres entreprises

Les participations dans d'autres entreprises sont classées, dans le cadre de leur évaluation, comme actifs financiers disponibles pour la vente et sont évaluées à la juste valeur avec affectation des effets dans les capitaux propres. Quand il n'est pas possible de déterminer la juste valeur de façon fiable, les



participations sont évaluées au coût d'acquisition corrigé des pertes durables de valeur, dont l'effet est pris en compte dans le compte de résultat.

Stocks

Les stocks sont évalués à la valeur la plus faible entre leur coût moyen d'acquisition ou de revient et leur valeur de réalisation présumée découlant de l'évolution du marché. La valeur présumée de réalisation est déterminée sur la base du prix de vente estimé dans des conditions normales de marché, net des coûts directs de vente.

Le coût d'acquisition a été utilisé pour les produits acquis destinés à la revente et pour les matériaux d'usage direct ou indirect, acquis et utilisés dans le cycle de production, alors que le coût de revient a été adopté pour les produits finis ou en cours de réalisation.

Pour déterminer le coût d'acquisition, l'on a pris en compte le coût effectivement supporté, incluant les frais accessoires à imputation directe, parmi lesquels les frais de transport et les charges douanières après déduction des remises commerciales.

Dans le coût de revient, l'on a pris en compte non seulement le coût des matériaux utilisés, tel que défini ci-dessus, mais aussi les coûts industriels à imputation directe et indirecte.

Les stocks obsolètes et à faible rotation sont dépréciés selon leur possibilité d'utilisation ou de réalisation.

Créances sur clients

Les créances sur clients sont incluses dans l'actif courant, à l'exception de celles ayant une échéance contractuelle supérieure à douze mois par rapport à la date du bilan, qui sont classées dans l'actif non courant. Ces actifs sont évalués au coût amorti sur la base de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créances ayant une échéance supérieure à un an, non rémunérées ou qui produisent des intérêts inférieurs au marché, sont actualisées en utilisant les taux du marché. Les créances commerciales sont actualisées en présence de délais de paiement supérieurs aux délais de paiement moyens octroyés. Pour les créances commerciales, l'ajustement à la valeur de réalisation se fait par l'inscription de provisions pour dépréciation constituées en présence d'une évidence objective que la société ne sera pas en mesure d'encaisser la créance à sa valeur d'origine.

Actifs financiers à la juste valeur détenus à des fins de transaction

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction comprennent des titres de la dette publique détenus par le Groupe relatifs à des activités de négociation ou toutes activités dans le cadre d'achats pour la vente à court terme. Les produits ou pertes enregistrés à la clôture sur ces actifs sont comptabilisés au compte de résultat de l'exercice.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les liquidités et les dépôts à court terme dans le bilan comprennent les montants en caisses et les dépôts à vue et à court terme, qui dans ce dernier cas, ont une échéance prévue à l'origine inférieure ou égale à trois mois.



Capitaux propres

Capital social

Le capital social est représenté par le capital souscrit et libéré.

Les coûts strictement liés à l'émission de nouvelles actions sont classés en déduction directe des capitaux propres, nets de l'effet fiscal différé.

Actions propres

Les actions propres sont présentées en déduction des capitaux propres. Le coût d'acquisition des actions propres et les produits découlant des éventuelles ventes successives sont comptabilisés en tant que mouvements de capitaux propres. La réserve actions propres en portefeuille inscrite lors de précédents exercices est classée au sein de la réserve bénéfices non répartis.

Financements

Tous les financements sont comptabilisés initialement à la juste valeur du montant reçu, net des frais accessoires de mise en place du financement.

Après la comptabilisation initiale, les financements sont évalués sur la base du critère du coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Chaque bénéfice ou perte est comptabilisé au compte de résultat quand le passif s'éteint, en sus du processus d'amortissement.

Dettes commerciales

Les dettes commerciales, dont l'échéance correspond à des délais commerciaux normaux, ne sont pas actualisées et sont inscrites au coût (identifié par leur valeur nominale).

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées quand le Groupe doit faire face à une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, engendrant une sortie de ressources probable pour faire face à cette obligation et dont le montant peut être estimé de manière fiable. Lorsque le Groupe estime qu'une provision pour risques et charges sera en partie ou entièrement remboursée, par exemple en cas de risques couverts par des polices d'assurance, l'indemnisation est comptabilisée de façon distincte et séparée dans l'actif si, et seulement si, elle apparaît pratiquement garantie. Dans ce cas, le compte de résultat inclut le coût de l'éventuelle provision relative, net du montant comptabilisé pour l'indemnisation. Si l'actualisation sans risque est significative, les provisions sont actualisées en utilisant un taux d'intérêt avant impôt qui reflète, le cas échéant, les



risques spécifiques du passif. Lorsque l'actualisation est effectuée, l'accroissement de la provision due au cours du temps est comptabilisé comme charge financière.

Avantages au personnel

Les avantages garantis au personnel et octroyés au moment de ou après la cessation du contrat de travail au travers de programmes à prestations définies (indemnités de fin de contrat) ou d'autres avantages à long terme sont reconnus à la date d'échéance du droit.

Le passif relatif aux régimes à prestations définies, net d'éventuels actifs du régime, est déterminé sur la base d'hypothèses actuarielles et comptabilisé de façon cohérente sur la base des prestations de travail nécessaires à l'obtention des avantages. L'évaluation du passif est effectuée par des actuaires indépendants. Les gains ou les pertes découlant de l'exécution d'un calcul actuariel sont imputés sur le compte de résultat comme charge ou produit quand la valeur nette cumulée des gains et des pertes « actuariels » non comptabilisés pour chacun des programmes à la clôture de l'exercice précédent dépasse de plus de 10 % le montant le plus élevé entre les obligations liées à des programmes à prestations définies et la juste valeur des actifs du régime à cette date (méthode du corridor).

Crédit-bail

La définition d'un accord contractuel comme opération de crédit-bail (ou comprenant une opération de crédit-bail) se base sur la substance de l'accord et nécessite d'évaluer si la réalisation de l'accord même dépend de l'utilisation d'un ou de plusieurs actifs spécifiques et si l'accord transfère le droit à l'utilisation de cet actif.

Le Groupe en tant que locataire

Les contrats de crédit-bail financier, qui transfèrent substantiellement au Groupe tous les risques et les bénéfices découlant de la propriété du bien loué, sont capitalisés à la date de commencement du crédit-bail à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actuelle des loyers. Les loyers sont répartis au prorata de la part de capital et de la part d'intérêts afin d'obtenir l'application d'un taux d'intérêt constant sur le solde résiduel de la dette. Les charges financières sont comptabilisées directement dans le compte de résultat.

Les biens en crédit-bail capitalisés sont amortis sur le laps de temps le plus court entre la durée d'utilité estimée du bien et la durée du contrat de location, s'il n'existe pas de certitude raisonnable que le Groupe obtiendra la propriété du bien à la fin du contrat.

Les loyers du crédit-bail opérationnel sont comptabilisés comme des coûts dans le compte de résultat en annuités constantes réparties sur la durée du contrat.

Le Groupe en tant que bailleur

Les contrats de crédit-bail qui laissent substantiellement dans le périmètre du Groupe tous les risques et les bénéfices de la propriété sont classés comme crédits-baux opérationnels. Les coûts initiaux de



transaction sont ajoutés à la valeur comptable du bien loué et comptabilisés sur la base de la durée du contrat au même titre que les produits de location.

Instruments financiers dérivés

Le Groupe détient des instruments dérivés dans le but de couvrir son exposition au risque de taux, due à des passifs spécifiques du bilan. Conformément à la stratégie choisie par le Groupe, celui-ci ne met pas en œuvre des opérations sur dérivés à des fins spéculatives. Quoi qu'il en soit, si ces opérations n'étaient pas qualifiables d'un point de vue comptable comme opérations de couverture sur la base des normes IAS 32 et 39, elles seraient enregistrées comme opérations autres que de couverture.

Les instruments dérivés sont classés comme instruments de couverture quand le rapport entre le dérivé et l'objet de la couverture est formellement documenté et l'efficacité de la couverture, vérifiée périodiquement, est élevée. Quand les instruments dérivés de couverture couvrent le risque de variation de la juste valeur des éléments faisant l'objet de couverture (couverture de juste valeur ; par ex. couverture des variations de la juste valeur d'actifs/passifs à taux fixe), ils sont comptabilisés à la juste valeur avec imputation des effets sur le compte de résultat ; de façon cohérente, les instruments faisant l'objet d'une couverture sont adaptés afin de refléter les variations de la juste valeur associées au risque couvert. Quand les dérivés couvrent les risques de variations des flux de trésorerie des éléments faisant l'objet de couverture (couverture de flux ; par ex. couverture des variations des flux de trésorerie d'actifs/passifs à taux variable dues aux variations des taux d'intérêt), les variations de la juste valeur sont initialement comptabilisées dans les capitaux propres et ensuite imputées sur le compte de résultat en fonction des effets économiques engendrés par l'opération couverte. Les variations de la juste valeur des dérivés qui ne remplissent pas les conditions pour être qualifiés comme instruments dérivés de couverture sont comptabilisées au compte de résultat.

Conversion des postes en devise

Les états financiers consolidés sont présentés en euro, qui est la devise fonctionnelle et la devise de présentation adoptée par le Groupe. Chaque entité du Groupe définit sa propre devise fonctionnelle, qui est utilisée afin d'évaluer les postes compris dans chaque bilan individuel. Les transactions en devise étrangère sont comptabilisées initialement au taux de change (par rapport à la devise fonctionnelle) en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires, libellés en devise étrangère, sont convertis dans la devise fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Toutes les différences de change sont comptabilisées dans le compte de résultat, à l'exception des différences résultant de financements en devise étrangère destinés à couvrir un investissement net dans une société étrangère, qui sont comptabilisées directement dans les capitaux propres jusqu'à ce que l'investissement net soit terminé, date à laquelle elles sont enregistrées dans le compte de résultat. Les impôts et les créances fiscales attribuables à des différences de change sur ces financements sont eux aussi traités directement dans les capitaux propres. Les actifs et passifs non monétaires évalués au coût historique en devise étrangère sont convertis en utilisant les taux de change en vigueur à la date initiale de comptabilisation de la transaction.

Les devises fonctionnelles utilisées par les sociétés contrôlées étrangères sont les suivantes :

Principes comptables et notes explicatives



Sociétés contrôlées	Devise locale	Change de fin d'exercice	Change moyen annuel
Fedon America Inc.	Dollar américain	1,4406	1,3933
GF 1919 New York	Dollar américain	1,4406	1,3933
Fedon Far East Ltd.	Dollar de Hong Kong	11,1709	10,7997
Fedon Far East Limited	Dollar de Hong Kong	11,1709	10,7997
East Coast S.r.l.	Nouveau Lei	4,2363	4,2396
Shenzhen Fei Dong Limited	Renminbi	9,835	9,5174
Shenzhen Fei Chi Limited	Renminbi	9,835	9,5174

À la date de clôture des états financiers, les actifs et les passifs de ces sociétés contrôlées sont convertis dans la devise de présentation du Groupe Fedon (l'euro) au taux de change en vigueur à la date de clôture, et leur compte de résultat est converti en utilisant le taux de change moyen de l'exercice. Les différences de change découlant de la conversion sont comptabilisées directement dans les capitaux propres sous une rubrique distincte. Lors d'une cession ultérieure, les différences de change cumulées comptabilisées dans les capitaux propres relatifs à cette société étrangère particulière sont constatées en compte de résultat.

Comptabilisation des produits

Les produits sont comptabilisés si la probabilité existe que les avantages économiques associés à la vente vont bénéficier au Groupe et que le montant correspondant peut être déterminé de façon fiable. Les critères spécifiques de comptabilisation des produits, énoncés ci-après, doivent être respectés avant leur imputation au compte de résultat :

Vente de biens

Le produit est reconnu lorsque l'entreprise a transféré à l'acquéreur tous les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété du bien, qui a normalement lieu par la livraison du bien.

Prestation de services

Le produit de la prestation de services est comptabilisé en référence au stade de réalisation de l'activité. Dans le cas où il est impossible de déterminer la valeur des produits de façon fiable, ces derniers sont comptabilisés jusqu'à concurrence des coûts soutenus que l'on estime pouvoir être récupérés.

Intérêts

Les produits et les charges sont comptabilisés en résultat financier au prorata temporis sur la base du Taux d'Intérêt Effectif.

Loyers actifs

Les loyers découlant d'investissements immobiliers sont comptabilisés en annuités constantes sur la durée des contrats de location en vigueur à la date de clôture du bilan.

Bénéfice ou perte par action

Le bénéfice (la perte) de base par action est calculé(e) en divisant le bénéfice net (la perte nette) de la période distribuable aux actionnaires qui possèdent des actions ordinaires de la société mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le bénéfice (la perte)



dilué par action est calculé par l'ajustement de la moyenne pondérée des actions ordinaires en circulation, pour tenir compte de toutes les actions ordinaires potentielles, ayant un effet dilutif.

Impôts sur les bénéfices

Impôts courants

Les impôts courants sur les bénéfices de la période sont déterminés sur la base de l'estimation des bénéfices imposables. Les taux utilisés et la législation fiscale de référence servant de base au calcul de l'impôt sont ceux adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture du bilan.

Impôts différés

Les impôts différés sont calculés en utilisant la « méthode du report variable » sur les différences temporelles existant à la date du bilan entre les valeurs fiscales prises comme référence pour les actifs et les passifs et les valeurs reportées au bilan.

Les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables, sauf :

- lorsque les impôts différés découlent de la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ou d'un actif ou passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'entraîne aucun effet ni sur le bénéfice de l'exercice calculé à des fins de bilan ni sur le bénéfice ou sur la perte calculé(e) à des fins fiscales ;
- dans le cas de différences temporelles imposables liées à des participations dans des sociétés contrôlées, lorsque l'inversion des différences temporelles peut être contrôlée et lorsqu'il est probable que cette inversion ne se produira pas dans le futur.

Les impôts différés actifs comptabilisés sont relatifs à toutes les différences temporelles déductibles et pour les reports à nouveau d'actifs et passifs fiscaux, dans la mesure de l'existence probable de bénéfices fiscaux futurs adaptés permettant d'utiliser les différences temporelles déductibles et les reports à nouveau d'actifs et de passifs fiscaux, sauf si :

- l'impôt différé actif lié aux différences temporelles déductibles découle de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable de l'exercice, ni le bénéfice imposable ou la perte fiscale ;
- en ce qui concerne les différences temporelles imposables liées à des participations dans des sociétés contrôlées, les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que les différences temporelles déductibles s'inverseront dans un futur proche et qu'il existe des bénéfices fiscaux adaptés vis-à-vis desquels les différences temporelles peuvent être utilisées.

La valeur des impôts différés actifs à reporter au bilan est réexaminée à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il ne semble plus probable que des bénéfices fiscaux suffisants seront disponibles dans le futur pour permettre à tout ou partie de cette créance d'être utilisée. Les impôts différés actifs non reconnus sont réexaminés annuellement à la date de clôture du bilan et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable que le bénéfice fiscal est suffisant pour permettre que ces impôts différés actifs puissent être récupérés.

Les impôts différés actifs et passifs sont mesurés sur la base des taux d'imposition que l'on s'attend à voir appliquer à l'exercice au cours duquel ces actifs se réalisent ou ces passifs s'éteignent, en prenant en considération les taux en vigueur et ceux déjà adoptés ou quasi-adoptés à la date du bilan.



Les impôts sur les bénéfices relatifs à des postes comptabilisés directement dans les capitaux propres sont imputés directement dans les capitaux propres et non au compte de résultat.

Les impôts différés actifs et passifs sont compensés, pour autant qu'il existe un droit légal à compenser les actifs pour impôts courants avec les passifs pour impôts courants et que les impôts différés se réfèrent à la même entité fiscale et à la même autorité fiscale.

06. Informations sectorielles

Le premier niveau d'information sectorielle du Groupe est basé sur les secteurs d'activités, puisque les risques et le rendement du Groupe s'étudient en premier lieu via des différences entre les produits offerts. Le second niveau d'information sectorielle du Groupe repose sur les segments géographiques. Les activités opérationnelles du Groupe sont organisées et gérées séparément sur la base de la nature des produits, et chaque secteur représente une unité stratégique d'affaires qui offre des produits sur des marchés différents.

Le secteur Optique fournit l'information des ventes et des résultats des étuis à lunettes et des accessoires pour l'optique qui est le cœur de métier de l'entreprise.

Le secteur Autres fournit l'information sur la vente et les résultats de la branche maroquinerie qui comprend la production et les ventes des articles de bureau, dans le cadre de la marque « Giorgio Fedon 1919 », dans le secteur d'activité ayant trait à la production et à la commercialisation de présentoirs commerciaux et dans le secteur de l'automation, comprenant la conception, la production et la vente d'équipements automatiques pour de nombreuses applications industrielles. Enfin, il comprend également les investissements immobiliers du Groupe et les recettes réalisées correspondantes.

Les prix de transfert entre les secteurs sont définis aux mêmes conditions que celles appliquées à des transactions avec des entités tierces. Les produits, les charges et les résultats par secteur comprennent les transferts entre secteurs, qui sont en revanche neutralisés dans la consolidation.

Les informations par segment sont fournies en référence aux zones géographiques dans lesquelles opère le Groupe. Les zones géographiques ont été identifiées en tant que segments d'activité primaires. Les critères appliqués pour l'identification des segments secondaires d'activité ont été déterminés, entre autres, par les modalités au travers desquelles la direction gère le Groupe et attribue les responsabilités de gestion. En particulier, ces critères se basent sur le regroupement par zone géographique, défini en fonction de l'emplacement des activités du Groupe ; ainsi, les ventes identifiées suivant cette segmentation sont déterminées par origine de facturation et non par marché de destination.

Les tableaux suivants montrent les données sur les produits et les résultats et présentent des informations sur certains actifs et passifs relatifs aux secteurs d'activité du Groupe pour les exercices clôturés au 31 décembre 2009 et 2008.

Principes comptables et notes explicatives



(montants en milliers d'euros)

31 décembre 2009	Secteur optique	<i>% sur recettes</i>	Autres secteurs	<i>% sur recettes</i>	TOTAL	<i>% sur recettes</i>
Produits						
Total produits	40.584	100%	4.423	100%	45.007	100%
<i>% sur total</i>	90%		10%			
Résultats						
Ebit	1.594	4%	(2.386)	-54%	(792)	-2%
<i>% sur total</i>	-201%		301%			
Charges financières nettes					(1.271)	-3%
Bénéfice (perte) avant impôts et intérêts minoritaires					(2.063)	-4%
Impôts sur les bénéfices et intérêts minoritaires					(634)	-1%
Résultat des actifs destinés à être cédés					-	0%
Bénéfice net de l'exercice					(2.697)	-6%
Actifs et passifs						
Actifs du secteur	38.089		6.782		44.871	
Actifs non répartis					4.760	
Total actifs	38.089		6.782		49.631	
Passifs du secteur	32.971		3.663		36.634	
Passifs non répartis					1.717	
Total passifs	32.971		3.663		38.351	
Autres informations sectorielles						
Investissements en immobilisations corporelles	545		381		926	
Investissements en immobilisations incorporelles	751		335		1.086	
Amortissements	2.284		979		3.263	

(montants en milliers d'euros)

31 décembre 2008	Secteur optique	<i>% sur recettes</i>	Autres secteurs	<i>% sur recettes</i>	TOTAL	<i>% sur recettes</i>
Produits						
Total produits	47.229	100%	8.352	100%	55.581	100%
<i>% sur total</i>	84,97%		15,03%		100%	
Résultats						
Ebit	2.063	4%	(2.594)	-31%	(531)	-1%
<i>% sur total</i>	-388,51%		488,51%		100%	
Charges financières nettes					(1.840)	-3%
Bénéfice (perte) avant impôts et intérêts minoritaires					(2.371)	-4%
Impôts sur les bénéfices et intérêts minoritaires					(880)	-2%
Résultat des actifs destinés à être cédés					0	0%
Bénéfice net de l'exercice					(3.251)	-6%
Actifs et passifs						
Actifs du secteur	43.754		11.273		50.064	
Actifs non répartis					10.719	
Total actifs	43.754		11.273		60.783	
Passifs du secteur	40.912		5.599		43.337	
Passifs non répartis					3.173	

Principes comptables et notes explicatives



Total passifs	40.912	5.599	46.510
Autres informations sectorielles			
Investissements en immobilisations corporelles	737	119	856
Investissements en immobilisations incorporelles	1.388	732	2.120
Amortissements	2.525	1.149	3.674

Zones géographiques

Les tableaux suivants présentent des données relatives aux produits, en rapport aux zones géographiques du Groupe pour les exercices clos au 31 décembre 2009 et 2008.

(montants en milliers d'euros)

	31 décembre 2009	Italie	France	États-Unis	Autres	TOTAL
Produits						
Produits du secteur	24.993	3.803	3.889	12.322	12.322	45.007
<i>% sur total</i>	<i>56%</i>	<i>8%</i>	<i>9%</i>	<i>27%</i>	<i>27%</i>	<i>100%</i>
Autres informations sectorielles						
Actifs du secteur	38.045	886	1.257	9.443	9.443	49.631
Actifs non répartis	0	0	0	0	0	0
Participations dans des sociétés associées	0	0	0	0	0	0
Total actifs	38.045	886	1.257	9.443	9.443	49.631
Investissements en immobilisations corporelles	545	8	37	337	337	927
Investissements en immobilisations incorporelles	1.032	-	-	54	54	1.086

(montants en milliers d'euros)

	31 décembre 2008	Italie	France	États-Unis	Autres	TOTAL
Produits						
Produits du secteur	31.321	4.287	5.411	14.562	14.562	55.581
<i>% sur total</i>	<i>56%</i>	<i>8%</i>	<i>10%</i>	<i>26%</i>	<i>26%</i>	<i>100%</i>
Autres informations sectorielles						
Actifs du secteur	51.800	634	2.348	6.001	6.001	60.783
Actifs non répartis	0	0	0	0	0	0
Participations dans des sociétés associées	0	0	0	0	0	0
Total actifs	51.800	634	2.348	6.001	6.001	60.783
Investissements en immobilisations corporelles	347	16	22	471	471	856
Investissements en immobilisations incorporelles	2.120	0	0	0	0	2.120



07. Immeubles, installations et machines

(montants en milliers d'euros)

31 décembre 2009	Terrains et constructions	Installations et machines	Outillage et mobilier	Autres biens matériels	TOTAL
Au 1 ^{er} janvier, net des fonds amort. et pertes de val.	7.661	3.961	1.716	1.330	14.668
Augmentations	153	313	150	470	1.086
Cessions	-	(322)	(51)	(140)	(513)
Réévaluations	-	-	-	-	-
Autres mouvements (utilisations)	247	929	660	406	2.242
Variation périmètre de consolidation	-	-	-	-	-
Pertes de valeur	-	(1)	-	(59)	(60)
Part d'amortissement de l'année	(203)	(644)	(616)	(680)	(2.143)
Reclassements	(256)	(699)	(259)	(619)	(1.833)
Différence de change	-	(2)	2	-	-
Au 31 décembre, net des dotations aux amort. et pertes de val.	7.602	3.535	1.602	708	13.447
Au 1 ^{er} janvier					
Coût ou juste valeur	11.454	14.793	12.974	2.533	41.754
Dotations aux amort. et pertes de valeur	(3.793)	(10.833)	(11.258)	(1.203)	(27.086)
Valeur comptable nette	7.661	3.961	1.716	1.330	14.668
Au 31 décembre					
Coût ou juste valeur	11.351	14.083	12.816	2.244	40.494
Dotations aux amort. et pertes de valeur	(3.750)	(10.550)	(11.215)	(1.535)	(27.050)
Valeur comptable nette	7.601	3.533	1.601	709	13.444

(montants en milliers d'euros)

31 décembre 2008	Terrains et constructions	Installations et machines	Outillage et mobilier	Autres biens matériels	TOTAL
Au 1 ^{er} janvier, net des fonds amort. et pertes de val.	7.914	4.078	2.189	1.588	15.769
Augmentations	7	523	208	118	856
Cessions	-	(15)	(14)	(58)	(87)
Réévaluations	-	-	-	-	-
Variation périmètre de consolidation	-	-	-	-	-

Principes comptables et notes explicatives



	-	-	-	-	-
Pertes de valeur	-	-	-	-	-
Part d'amortissement de l'année	(200)	(625)	(700)	(289)	(1.814)
Reclassements	(60)	-	29	(29)	(60)
Différence de change	-	-	4	-	4
Au 31 décembre, net des dotations aux amort. et pertes de val.	<u>7.661</u>	<u>3.961</u>	<u>1.716</u>	<u>1.330</u>	<u>14.668</u>
Au 1 ^{er} janvier					
Coût ou juste valeur	11.507	14.285	12.747	2.502	41.041
Dotations aux amort. et pertes de valeur	<u>(3.593)</u>	<u>(10.208)</u>	<u>(10.558)</u>	<u>(914)</u>	<u>(25.273)</u>
Valeur comptable nette	<u>7.914</u>	<u>4.078</u>	<u>2.189</u>	<u>1.588</u>	<u>15.769</u>
Au 31 décembre					
Coût ou juste valeur	11.454	14.793	12.974	2.533	41.754
Dotations aux amort. et pertes de valeur	<u>(3.793)</u>	<u>(10.833)</u>	<u>(11.258)</u>	<u>(1.203)</u>	<u>(27.086)</u>
Valeur comptable nette	<u>7.661</u>	<u>3.961</u>	<u>1.716</u>	<u>1.330</u>	<u>14.668</u>

Dans l'ensemble, le poste est passé de 14 668 milliers d'euros en 2008 à 13 444 milliers d'euros en 2009, en baisse de 1 224 milliers d'euros.

Au cours de l'exercice, le poste « Installations et machines » a enregistré une augmentation de 313 milliers d'euros, le poste « Outillage » de 150 milliers d'euros et le poste « Autres biens » de 470 milliers d'euros.

Donc, la société n'a pas effectué d'investissements importants en installations, machines et outillage, en se limitant au renouvellement technologique nécessaire.

La valeur d'entrée des biens matériels détenus en crédit-bail financier au 31 décembre 2009 est de 266 milliers d'euros (2008 : 231 milliers d'euros), et concerne les installations et machines, le matériel électronique et les voitures.

08. Immeubles de placements

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Au 1 ^{er} janvier		
Coût	1.932	1.874
Dotations aux amort. et pertes de valeur	(481)	(441)
Autres mouvements	(401)	
Valeur comptable nette	1.050	1.433

Principes comptables et notes explicatives



Augmentations	11	58
Pertes de valeur	0	0
Actifs destinés à être cédés	0	-
Part d'amortissement de l'année	(40)	(40)
Au 31 décembre		
Coût	1.542	1.932
Dotations aux amort. et pertes de valeur	(120)	(481)
Solde final au 31 décembre	1.422	1.451

Les immeubles de placement sont évalués au coût amorti. Ils sont amortis sur la base de l'estimation de la durée d'utilité correspondante de 33 ans.

Les immeubles de placement comprennent la valeur d'entrée d'un bâtiment à usage industriel et du terrain correspondant sis à Herne (Allemagne), appartenant à la société contrôlée Kapunkt pour un montant de 1 152 milliers d'euros et de certaines habitations à usage civil appartenant à la société mère pour un montant de 270 milliers d'euros. Le premier est donné en location à des tiers, alors que les habitations sont utilisées par le personnel.

Les valeurs de marché de ces investissements sont supérieures à leur valeur d'entrée vu la réévaluation générale du marché immobilier au cours de ces dernières années.

09. Actifs incorporels

(montants en milliers d'euros)

31 décembre 2009	Écart d'acquisition	Frais de recherche et développement	Brevets, software, marques	Immobil. en cours	TOTAL
Au 1 ^{er} janvier, net des fonds amort. et pertes de val.	412	1.006	234	1.227	2.880
Augmentations	-	218	134	574	926
Cessions	-	-	-	-	-
Réévaluations	-	-	-	-	-
Variation périmètre de consolidation	-	-	-	-	-
Autres mouvements	1.623	(100)	652	65	2.240
Pertes de valeur	(110)	(397)	-	(215)	(722)
Part d'amortissement de l'année	-	(523)	(207)	(350)	(1.080)
Reclassements	(1.623)	409	(652)	(228)	(2.094)
Différence de change	-	-	-	-	-
Au 31 décembre, net des dotations aux amort. et pertes de val.	302	613	161	1.073	2.149
Au 1 ^{er} janvier					
Coût ou juste valeur	2.881	3.120	4.076	1.783	11.861
Dotations aux amort. et pertes de valeur	(2.469)	(2.114)	(3.842)	(556)	(8.981)

Principes comptables et notes explicatives



Valeur comptable nette	412	1.006	234	1.227	2.880
Au 31 décembre					
Coût ou juste valeur	1.148	3.350	3.558	1.914	10.477
Dotations aux amort. et pertes de valeur	(846)	(2.737)	(3.397)	(841)	(8.328)
Valeur comptable nette	302	613	161	1.073	2.149

(montants en milliers d'euros)

31 décembre 2008	Écart d'acquisition	Frais de recherche et développement	Brevets, software, marques	Immobil. en cours	TOTAL
Au 1 ^{er} janvier, net des fonds amort. et pertes de val.	512	1.025	423	621	2.581
Augmentations	-	1.229	131	965	2.326
Cessions	-	-	-	-	-
Réévaluations	-	-	-	-	-
Variation périmètre de consolidation	-	-	-	-	-
Pertes de valeur	(100)	(106)	-	-	(206)
Amortissement	-	(1.142)	(320)	(359)	(1.821)
Reclassements	-	-	-	-	-
Différence de change	-	-	-	-	-
Au 31 décembre, net des dotations aux amort. et pertes de val.	412	1.006	234	1.227	2.880
Au 1 ^{er} janvier					
Coût ou juste valeur	2.881	1.891	3.945	818	9.535
Dotations aux amort. et pertes de valeur	(2.369)	(866)	(3.522)	(197)	(6.954)
Valeur comptable nette	512	1.025	423	621	2.581
Au 31 décembre					
Coût ou juste valeur	2.881	3.120	4.076	1.783	11.861
Dotations aux amort. et pertes de valeur	(2.469)	(2.114)	(3.842)	(556)	(8.981)
Valeur comptable nette	412	1.006	234	1.227	2.880

La valeur nette totale des immobilisations incorporelles est passée de 2 880 milliers d'euros en 2008 à 2 149 milliers d'euros en 2009. La principale augmentation est due à la capitalisation des frais de développement comme précédemment indiqué.



10. Test de dépréciation d'actifs incorporels à durée de vie indéterminée

L'écart d'acquisition résultant des regroupements d'entreprises, réalisés au cours de l'exercice et des exercices précédents, en ce qui concerne l'acquisition des sociétés contrôlées Hawk Automazioni S.r.l. (Italie), East Coast S.r.l. (Roumanie), Fedon Printing S.r.l. (Italie) a été alloué à différentes Unités Génératrices de Trésorerie, qui représentent des secteurs distincts, afin de contrôler l'éventuelle perte de valeur.

À partir du début de l'exercice 2004, l'écart d'acquisition n'est plus amorti et est soumis annuellement à des tests de dépréciation (*impairment test*).

Le montant recouvrable a été déterminé sur la base de la valeur d'utilisation. Pour le calcul de la valeur correspondante, on a utilisé la projection des flux de trésorerie issue de la situation financière approuvée par les administrateurs qui couvre une période de trois ans. Le taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie prospectifs est de 6,5 %.

La valeur comptable de l'écart d'acquisition alloué aux Unités Génératrices de Trésorerie est indiquée dans le tableau suivant :

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Unité Production	302	299
Unité Hawk	0	113
Total	302	412

La vérification de la perte de valeur éventuelle de l'écart d'acquisition a fait apparaître la nécessité de déprécier l'écart d'acquisition de la société contrôlée italienne Hawk Srl, compte tenu du résultat négatif réalisé au cours de l'exercice et de la révision prudentielle, de la part des administrateurs, des plans prévisionnels.

11. Autres actifs non courants

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Participations dans d'autres entreprises	6	16
Dépôts de garantie	412	365
Total	418	381

Ce poste laisse apparaître un montant relativement semblable à celui de l'exercice précédent.

Les dépôts de garantie versés au titre des contrats de location ne rapportent pas d'intérêts.

12. Stocks

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Matières premières (au coût)	3.244	3.792
Travaux en cours (au coût)	1.014	1.506

Principes comptables et notes explicatives



Produits finis (au coût)	7.469	8.889
Provision pour dépréciation des stocks	(1.565)	(1.378)
Acomptes	(13)	233
Total	10.149	13.042

Le poste « Stocks » passe de 13 042 milliers d'euros en 2008 à 10 149 milliers d'euros lors de l'exercice 2009. Cette diminution est due à la baisse du chiffre d'affaires au cours de l'exercice 2009 et à une activité plus consciencieuse de planification de la production et des achats.

Des provisions pour dépréciation des stocks ont été effectuées pour un montant équivalant à 250 milliers d'euros (2008 : 399 milliers d'euros). Ces charges sont incluses dans le poste « Achats de matières premières et fournitures ».

Ci-dessous, sont exposés les mouvements de provisions pour dépréciation de stocks au cours des années 2009 et 2008 :

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Provision pour dépréciation des stocks au 1 ^{er} janvier	1.378	1.354
Provisions	250	399
Reprise de provision	(63)	(375)
Provision pour dépréciation des stocks au 31 décembre	1.565	1.378

13. Créances sur clients

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Créances commerciales :		
Créances commerciales	13.585	17.836
Sociétés associées	-	-
Total créances commerciales	13.585	17.836
Autres créances :		
Acomptes pour services à recevoir	474	578
Autres	1.038	960
Total autres créances	1.512	1.538
Total global	15.097	19.374

La diminution des créances commerciales mise en évidence au cours de l'exercice pour 4 251 milliers d'euros est due à la baisse du chiffre d'affaires de l'exercice et à l'opération d'affacturage *pro-soluto* réalisée en cours d'année avec un important client.

Les créances commerciales ne rapportent pas d'intérêt et ont généralement une échéance à 90-120 jours.

Les créances commerciales et les autres créances sont comptabilisées, nettes des provisions pour dépréciation des comptes de tiers pour un montant de 453 milliers d'euros. Les mouvements de provisions pour dépréciation des comptes de tiers de l'exercice sont les suivants :

Principes comptables et notes explicatives



(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Provision pour dépréciation des comptes de tiers au 1 ^{er} janvier	531	491
Provisions	299	111
Reprise de provision	(377)	(71)
Provision pour dépréciation des comptes de tiers au 31 décembre	453	531

Au 31 décembre, l'analyse des créances commerciales échues, mais non dépréciées, est la suivante :

(montants en milliers d'euros)

2009						
Total	En cours	< 30 jours	30-60 jours	60-90 jours	90-120 jours	> 120 jours
13.585	11.179	500	335	269	139	1.163
2008						
17.836	15.386	792	305	120	189	1.044

14. Créances fiscales

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Impôts directs	58	598
Taxe sur la valeur ajoutée	273	1.065
Total	331	1.663

15. Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Obligations cotées	241	194
Actions cotées	11	1.709
Total	252	1.903

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des opérations effectuées par la société contrôlée luxembourgeoise Fedon Industries S.A. en actions ordinaires et obligations cotées sur des marchés réglementés.

La juste valeur de ces titres a été déterminée sur la base des cours du marché à la date de clôture de l'exercice.

16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Dépôts bancaires à vue et encaisse	2.339	1.105
Dépôts bancaires à court terme	19	19
Total	2.358	1.124



Les dépôts bancaires à court terme sont rémunérés à un taux variable basé sur les taux journaliers appliqués aux dépôts bancaires.

La juste valeur de la trésorerie s'élève à 2 358 milliers d'euros (31.12.2008 : 1 124 milliers d'euros).

17. Capital social et réserves

Capital Social

Le capital social au 31 décembre 2009 est constitué de 1 900 000 actions ordinaires, entièrement souscrites et versées, d'un montant nominal de 2,58 euros chacune.

La Société, à l'occasion des augmentations de capital gratuites, effectuées au cours des années 1983, 1987 et 1992, a utilisé les réserves suivantes qui, en cas de distribution, contribuent à la formation du bénéfice imposable de la Société :

Réserve de réévaluation Loi n° 413/91	186.483
Réserve de réévaluation Loi n° 130/83	14.444
Réserve de réévaluation Loi n° 72/83	<u>248.688</u>
TOTAL	449.615

Sur ces réserves ainsi que sur la part distribuable résiduelle, comme indiqué ci-dessus, aucun impôt différé n'a été affecté puisque les Administrateurs estiment qu'il y a peu de probabilité que les conditions nécessaires à leur imposition se manifestent.

Réserve légale

Le solde de la réserve légale de la société mère au 31 décembre 2009 s'élève à 980 milliers d'euros et n'est pas augmenté car il a atteint la limite fixée par l'art. 2430 du Code civil.

Réserve pour différences de conversion

Cette réserve est utilisée pour enregistrer les différences de change découlant de la traduction des bilans des sociétés contrôlées étrangères.

Autres réserves

Le poste « Autres réserves » est constitué de la réserve extraordinaire de la société mère, formée des provisions pour bénéfices non distribués lors des précédents exercices et par les réserves constituées par les opérations sociétaires de fusion réalisées les années précédentes et par les réserves créées par les comptabilisations sur la base des principes comptables internationaux IAS/IFRS .

Report résultats antérieurs

Le poste « Report résultats antérieurs » se compose des provisions pour bénéfices non distribués lors des précédents exercices pour 1 178 milliers d'euros, nettes de la perte des exercices 2006, 2007 et 2008 pour un montant équivalant à 15 093 milliers d'euros.

Les actions propres détenues au terme de l'exercice sont au nombre de 46 529. Les mouvements correspondants d'achat et de vente, qui ont eu lieu en cours d'exercice et qui n'ont eu aucun effet sur le compte de résultat, sont les suivants :

Principes comptables et notes explicatives



	Nombre d'actions	Valeur nominale (milliers d'euros)	Participation % capital social
Situation au 1^{er} janvier 2009	46.077	120	2,43%
Correction de valeur des actions propres			
Achats	498	1	0,026%
Ventes	(46)	(0)	-0,002%
Plus / (moins-values) réalisées			
Situation au 31 décembre 2009	46.529	121	2,47%

Les parts des capitaux propres revenant aux intérêts minoritaires représentent la part des capitaux propres et du résultat de l'exercice des intérêts minoritaires présents dans la société contrôlée Hawk Automazioni S.r.l. Au 31 décembre 2009, ceux-ci ont une valeur négative égale à 4 milliers d'euros, en raison de la part de la perte d'exercice des intérêts minoritaires.

18. Financements à court et moyen-long terme

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Financements à court terme :		
- Découverts bancaires	16.453	23.407
- Financements bancaires (part courante)	731	2.393
- Financement lié au crédit-bail	170	11
Total Financements à court terme	17.354	25.811
Prêts et financements à moyen/long terme :		
- Financements bancaires (part M/L)	2.774	3.228
- Financement lié au crédit-bail	3.034	-
- Billets de trésorerie	-	-
Total Financements à moyen/long terme	5.808	3.228

Découverts bancaires

Les découverts bancaires ne sont pas assortis de garantie réelle ou personnelle. Ils englobent également les formes auto-amortissables et de caisse.

Financements bancaires à moyen/long terme

Le tableau suivant indique la répartition par date d'échéance des financements bancaires à moyen / long terme au 31 décembre 2009 :

Principes comptables et notes explicatives



Établissement bancaire	Date de souscription	Montant nominal	Taux	Durée	Montant au bilan 31/12/2009	dont à court terme	dont à moyen/long terme
BANCA POPOLARE ALTO ADIGE	30/10/2009	147	Euribor 6m+0,25	6 mois	99	99	-
BANCA POPOLARE ALTO ADIGE	27/04/2005	2.000	Euribor 3m+1	5 ans	149	-	149
BANCA ANTONVENETA	27/04/2005	3.000	Euribor 3m+0,90	5 ans	439	384	55
CARI PADOVA E ROVIGO	19/05/2005	2.000	Euribor 3m+0,75	5 ans	253	72	181
BANCA POPOLARE DI VICENZA	05/01/2005	67	Euribor 3m+1,25	5 ans	5	5	-
BANCA ANTONVENETA	15/11/2006	4.000	Euribor 3m+0,85	5 ans	2.536	148	2.388
BANCA ANTONVENETA	31/01/2007	450	4,34+0,90	5 ans	231	23	208
		11.664			3.712	731	2.981

Au cours de l'exercice, la société mère et Hawk Srl ont bénéficié de l'accord ABI du 6 août 2009, obtenant des banques un atermolement sur les financements existants à partir du 1^{er} octobre 2009.

Tous les financements prévoient un tableau d'amortissement avec remboursement des mensualités.

Financements relatifs au crédit-bail

Ceux-ci sont liés à l'opération de *sale and lease back* dans le chef de la société mère stipulée en février 2009 dont le contrat a une durée de 18 ans pour 4 080 milliers d'euros, qui, nette du maxi loyer, s'élève à un montant net de 3 100 milliers d'euros. Cette opération s'est conclue sur l'immeuble dénommé « ex Gefide », situé à Pieve d'Alpago et est assortie d'une garantie de l'actionnaire de référence, Monsieur Callisto Fedon, d'un montant de 500 mille euros. De plus, il faut signaler la dette résiduelle relative aux mensualités non échues des contrats de crédit-bail stipulés pour l'achat de biens comptabilisés au bilan selon la méthode financière.

19. Provisions pour risques et charges

(montants en milliers d'euros)

	Fonds indemnités fin de mandat	Fonds indemnités de rupture de fin de contrat d'agent	Autres provisions	Total
AU 31 DÉCEMBRE 2007	30	97	122	249
Provisions de l'exercice	7	19	118	144
Utilisations		(4)	-	(4)
Intérêts actualisation		(5)		(5)
AU 31 DÉCEMBRE 2008	37	107	240	384
Provisions de l'exercice	16	15	128	140
Utilisations		(25)		(31)
Intérêts actualisation		(20)		(20)
AU 31 DÉCEMBRE 2009	53	77	368	498



Provisions pour indemnités de fin de mandat

Le « fonds indemnités de fin de mandat » se réfère à l'indemnité octroyée aux administrateurs conformément au mandat prévu par les statuts de la Société.

Provisions pour indemnités de rupture de fin de contrats d'agents

Le « fonds d'indemnités supplémentaires de clientèle » est alloué sur la base des dispositions des législations et des accords économiques collectifs concernant les situations d'interruption de mandat octroyé aux agents. Ce passif à moyen/long terme est actualisé sur la base d'un taux d'intérêt de 4,5 %.

Autres provisions

Les autres fonds se réfèrent principalement à la provision effectuée par la société contrôlée Genetier SAS relative à certains litiges existants et à la provision effectuée par la société mère de la juste valeur des dérivés. Veuillez vous reporter à la note n° 29 sur les instruments financiers.

20. Avantages au personnel et fonds de retraite

Le tableau suivant indique la composition des avantages au personnel au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2008 :

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Indemnités de fin de contrat	1.808	2.724
Fonds de retraite	157	131
Fonds d'indemnités de préretraite des salariés	9	8
Total	1.974	2.863

Indemnités de fin de contrat

Le tableau suivant indique les mouvements des indemnités de fin de contrat au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2008 :

(en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Valeur actuelle de l'obligation en début de période	2.724	2.359
Effet « curtailment »	-	-
Coût lié aux prestations de travail courant	-	63
Charge financière	72	124
Avantages octroyés	(1.248)	(199)
Perte (profit) actuariel(le) comptabilisé(e)	260	377
Valeur d'inscription de l'obligation en fin de période	1.808	2.724

Principes comptables et notes explicatives



Avec l'adoption des normes IFRS et plus particulièrement de la norme IAS 19, les indemnités de fin de contrat sont considérées comme une obligation à prestations définies où le passif est évalué sur la base de techniques actuarielles.

Les pertes et profits découlant du calcul actuariel basé sur les nouvelles hypothèses à partir du 1^{er} janvier 2009 en matière d'indemnités de fin de contrat et pour les autres programmes à prestations définies en cours à la date de la clôture, sont comptabilisés au compte de résultat comme charge ou produit quand la valeur nette cumulée des pertes et des profits « actuariels » non comptabilisés pour chacun des programmes à la clôture de l'exercice précédent dépasse de plus de 10 % le montant le plus élevé entre les obligations liées à des programmes à prestations définies et la juste valeur des actifs du régime à cette date (méthode du corridor).

Toujours à la suite de la « Loi budgétaire 2007 », les indemnités de fin de contrat échues au 1^{er} janvier 2007 ou à partir de la date du choix de l'option à exercer par le personnel, sont incluses dans la catégorie des programmes avec un niveau de cotisation donné, que ce soit en cas d'option pour la prévoyance complémentaire ou en cas de destination au fonds de trésorerie INPS. Le traitement comptable des indemnités de fin de contrat est donc assimilé à celui existant pour les versements contributifs d'une autre nature.

Les principaux éléments utilisés dans la détermination de la valeur actualisée des indemnités de fin de contrat sont les suivants :

	<u>31/12/2009</u>	<u>31/12/2008</u>
Taux d'intérêt en début d'année	4,50%	4,50%
Taux attendu des augmentations de salaire	3,00%	3,00%
Taux attendu de rotation du personnel	3,00%	3,00%
Durée de vie professionnelle moyenne attendue du personnel	15-21	13-21

Le tableau suivant synthétise la variation de la valeur actualisée des indemnités de fin de contrat à la fin de la période qui, comme indiqué dans les principes d'évaluation, peut ne pas correspondre au passif inscrit.

(en milliers d'euros)	<u>31/12/2009</u>	<u>31/12/2008</u>
Valeur actuelle de l'obligation en début de période	3.133	2.767
Effet « curtailment »	-	-
Coût lié aux prestations de travail courant	-	64
Charge financière	72	124
Avantages octroyés	(1.248)	(199)
Perte (profit) actuariel(le) comptabilisé(e)	684	377
Valeur actuelle de l'obligation en fin de période	2.641	3.133

L'application par le Groupe de ce que l'on appelle la « méthode du corridor » dans la comptabilisation des pertes ou des gains « actuariels » pour chaque programme à prestations définies détermine une différence entre la valeur actuelle de l'obligation et le passif inscrit. Le tableau suivant indique les limites du « corridor » par rapport aux pertes et aux profits actuariels cumulés non comptabilisés pour déterminer le profit ou la perte actuarielle nette qui doit être comptabilisée dans l'exercice suivant.

Principes comptables et notes explicatives



(en milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008
Perte (profit) actuariels nets totaux non comptabilisés en début de période	274	395
Limites de la « Bande » au 1 ^{er} janvier	286	274
Durée de vie professionnelle attendue moyenne résiduelle (années) (B)	15-21	13-21
Perte (profit) actuariels devant être comptabilisés (A/B)	-	-
Perte (profit) actuariels non comptabilisés au 1 ^{er} janvier	378	408
Perte (profit) actuariels par an – obligation	684	378
Total partiel	1.062	786
Perte (profit) actuariel(le) comptabilisé(e)	229	408
Perte (profit) actuariels non comptabilisés en fin de période	833	378

Le tableau ci-dessous indique le rapprochement entre la valeur actuelle de l'obligation et le passif inscrit et la synthèse des composants de coût net comptabilisés au compte de résultat.

(en milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008
Valeur actuelle de l'obligation	2.641	3.133
Perte (profit) actuariels non comptabilisés	833	409
Passif comptabilisé au bilan	1.808	2.724
Effet « curtailment »	-	-
Coût lié aux prestations de travail courant	-	64
Charge financière	72	124
Perte (profit) actuariel(le) comptabilisé(e)	229	408
Coût comptabilisé au compte de résultat	301	596

Fonds de retraite

De plus, le Groupe possède auprès de sa société contrôlée allemande Kapunkt un plan de retraite à prestations définies, basé sur la rétribution finale, qui couvre l'ensemble de son personnel. Le plan prévoit le versement de cotisations à un fonds administré séparément.



Fonds d'indemnités de préretraite des salariés

Le fonds d'indemnités de préretraite des salariés se réfère à la charge que la société contrôlée Genetier SAS devra verser à ses salariés si, lorsqu'ils auront atteint l'âge de la retraite, ceux-ci devaient encore travailler dans la société contrôlée.

Avec l'adoption des normes IFRS, l'indemnité de préretraite rentre dans le cas d'espèce des autres avantages à long terme envers le personnel à comptabiliser conformément à la norme IAS 19 et, par conséquent, le passif correspondant est évalué sur la base de techniques actuarielles.

Les pertes et les gains actuariels sont immédiatement comptabilisés et la « méthode du corridor » n'est pas appliquée.

Le tableau suivant indique les mouvements du fonds d'indemnités de préretraite des salariés au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2009 :

(montants en milliers d'euros)

	2008	2009
Au 1 ^{er} janvier	8	8
Provisions	-	1
Utilisations	-	-
Au 31 décembre	8	9

21. Dettes commerciales et autres dettes (courantes)

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Dettes commerciales	8.732	10.686
Dettes envers sociétés associées	-	-
Dettes envers le personnel	800	1.087
Dettes envers des organismes de prévoyance	1.191	649
Autres dettes	775	551
Total	11.498	12.973

La variation des dettes commerciales est due à la baisse du chiffre d'affaires de l'exercice et donc de la baisse des besoins en matières premières et en produits finis, ainsi que de la réduction des achats de prestations de services.

Les dettes commerciales ne rapportent aucun intérêt et sont normalement dues à 90 jours.



Les dettes envers le personnel se réfèrent aux salaires du mois précédant la clôture de la période et sont payables au cours du mois suivant, ainsi qu'à des primes reconnues à certaines catégories de salariés. Les dettes pour vacances et permis se réfèrent aux vacances et permis passés et non pris par les salariés à la date de référence. Ces dernières dettes incluent les cotisations relatives.

Les dettes envers les organismes de prévoyance se réfèrent aux dettes envers des organismes pour des contributions sociales relatives à l'exercice.

22. Dettes fiscales

Le poste « Dettes fiscales », entièrement contrôlable dans les premiers mois suivant la clôture de l'exercice, se compose principalement de la dette pour l'impôt régional IRAP.

23. Autres actifs et passifs courants

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Actifs de régularisation	272	225
Total autres actifs courants	272	225
Autres dettes fiscales	361	445
Passifs de régularisation	105	107
Total autres passifs courants	466	552

24. Bénéfice (perte) par action

Le bénéfice (la perte) de base par action est calculé(e) en divisant le bénéfice net (la perte nette) de l'année distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année, net des actions propres.

Le bénéfice par action dilué est calculé en divisant le bénéfice net distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère (après avoir déduit les intérêts sur les obligations convertibles) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année et de celles découlant potentiellement de la conversion de toutes les obligations convertibles. Ci-après figurent les bénéfices et les informations relatives aux actions utilisées afin de calculer le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué :

Principes comptables et notes explicatives



	31/12/2009	31/12/2008
Bénéfice (perte) net(te) distribuable aux actionnaires ordinaires découlant de la gestion des actifs d'exploitation	(2.697)	(3.251)
Bénéfice (perte) net(te) distribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère à titre de bénéfice dilué par action	(2.697)	(3.251)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires comprenant les actions à titre de bénéfice de base par action	1.900.000	1.900.000
Nombre moyen pondéré d'actions propres	46.077	46.077
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (à l'exclusion des actions propres) à titre de bénéfice de base par action	1.853.923	1.853.923
Effet de la dilution :		
Bénéfice (perte) par action		
- base	(1,46)	(1,75)
- dilué	(1,46)	(1,75)

Il n'y a pas eu d'autres opérations sur les actions ordinaires ou sur de potentielles actions ordinaires entre la date de référence du bilan et la date de rédaction du bilan.

25. Engagements

Engagements de crédit-bail opérationnel – le Groupe en tant que bailleur

Le Groupe a établi des contrats de crédit-bail commercial pour son propre portefeuille d'investissements immobiliers, représenté par des bureaux et des constructions pour la production non utilisés directement par le Groupe. Tous les crédits-baux incluent une clause qui permet la réévaluation du loyer sur base annuelle aux conditions du marché.

Les loyers futurs liés à des contrats de crédit-bail opérationnel non résiliables, existant au 31 décembre, sont les suivants :

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Jusqu'à un an	69	41
À plus d'un an et jusqu'à cinq ans		
À plus de cinq ans		
Total	<u>69</u>	<u>41</u>

Engagements de crédit-bail opérationnel – Groupe en tant que locataire

Le Groupe a établi des contrats de crédit-bail opérationnel pour certains immeubles, parmi lesquels certains sont à usage commercial (magasins de marque Giorgio Fedon 1919). Les locations immobilières ont une durée de vie moyenne comprise entre 1 et 6 ans, les crédits-baux entre 1 et 5 ans avec clause de reconduction. Les reconductions sont une option de chaque société qui détient les biens. Les loyers futurs liés à des contrats de crédit-bail opérationnel non résiliables, existant au 31 décembre, sont les suivants :

Principes comptables et notes explicatives



(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Jusqu'à un an	824	872
À plus d'un an et jusqu'à cinq ans	475	1.490
À plus de cinq ans	661	1.518
Total	1.960	3.880

26. Information sur les parties liées

Le bilan consolidé inclut le bilan de Giorgio Fedon & Figli S.p.A. et des sociétés contrôlées mentionnées dans le tableau suivant :

	% de participation		
	Siège	31/12/2009	31/12/2008
Giorgio Fedon & F.lli S.p.A.	Italie	Société mère	Société mère
<i>Sociétés contrôlées intégralement consolidées</i>			
Hawk Automazioni S.r.l.	Italie	95,00%	95,00%
Genetier S.a.s.	France	100,00%	100,00%
Kapunkt GmbH	Allemagne	100,00%	100,00%
Fedon America Inc.	États-Unis	100,00%	100,00%
Fedon Industries S.A.	Luxembourg	100,00%	100,00%
East Coast S.r.l.	Roumanie	100,00%	100,00%
Shenzhen Fei Dong Limited	Chine	100,00%	100,00%
Shenzhen Fei Chi Limited	Chine	100,00%	100,00%
Fedon Far East Limited	Hong Kong	100,00%	100,00%
GF 1919 New York	États-Unis	100,00%	100,00%
GF 1919 Far East	Hong Kong	100,00%	100,00%

Termes et conditions des transactions entre parties liées

Les ventes et les achats entre parties liées s'effectuent au prix normalement pratiqué sur le marché. Les soldes existants en fin d'exercice ne sont pas assortis de garanties, ne produisent pas d'intérêts et sont réglés au comptant. Il n'y a pas de garantie, donnée ou reçue, en rapport à des créances et des dettes avec des parties liées. Pour l'exercice clos au 31 décembre 2009, le Groupe n'a constitué aucune provision pour dépréciation de compte de tiers relative à des montants dus par les parties liées (31 décembre 2008 : 0 euro). Cette évaluation a été effectuée pour chaque exercice par l'examen de la situation financière des parties liées et du marché sur lequel les parties liées opèrent.

Rétributions des administrateurs

(montants en milliers d'euros)

		31.12.2009	31.12.2008
Fedon Callisto	Président et administrateur délégué	300	300
Fedon Italo	Administrateur	24	24
Fedon Piergiorgio	Administrateur	24	24
Da Col Angelo	Administrateur	24	24
Andreetta Franco	Administrateur	2	0
Total		374	372



Enfin, les informations sur les participations détenues, dans la société même, sont fournies ci-après par les membres des organes d'administration :

Nom et Prénom	Société	Nombre d'actions détenues à la fin de l'exercice précédent	Nombre d'actions détenues à la fin de l'exercice en cours
Fedon Callisto	Giorgio Fedon SpA	477.274	477.274
Fedon Italo	Giorgio Fedon SpA	155.594	155.594
Fedon Piergiorgio	Giorgio Fedon SpA	246.854	246.854
Da Col Angelo	Giorgio Fedon SpA	31.563	31.563
Total		911.285	911.285

Il s'agit d'actions détenues par les administrateurs, à la fois directement et par l'intermédiaire de sociétés fiduciaires, et elles reflètent les variations en achat relatives à l'année 2009.

27. Gestion du risque financier : objectifs et critères

Les principaux instruments financiers du Groupe, autres que les produits dérivés, comprennent les financements bancaires, les crédits-baux financiers, les dépôts bancaires à vue et à court terme. Le principal objectif de ces instruments est de financer les activités opérationnelles du Groupe. Le Groupe possède différents autres instruments financiers, comme des dettes fournisseurs et des créances commerciales, découlant des activités opérationnelles.

En accord avec la politique du Groupe, aucun des produits dérivés détenu ne l'est à des fins spéculatives.

Les critères comptables du Groupe liés aux dérivés sont indiqués dans la note n° 6.

Les principaux risques générés par les instruments financiers du Groupe sont le risque de taux d'intérêt, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de crédit. Le Conseil d'administration réexamine et détermine les politiques à adopter afin de gérer ces risques.

Les modalités de gestion de ces risques sont décrites ci-après.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé tire son origine à la fois des dettes financières à court terme et des dettes financières à moyen/long terme. Puisque la plus grande partie de la dette est à taux variable, les variations des taux d'intérêt du marché influencent le coût des différentes formes de financement en ayant une incidence sur le niveau des charges financières du Groupe.

Principes comptables et notes explicatives



Le tableau suivant indique la sensibilité du bénéfice de la société avant impôts, à la suite des variations des taux d'intérêt auxquelles on peut raisonnablement s'attendre, en maintenant constantes toutes les autres variables.

2009	Augmentations/Diminutions en pourcentage	Effet sur le chiffre d'affaires avant impôts
Euro	+ 15	(129)
Euro	- 10	86
2008		
Euro	+ 15	(133)
Euro	- 10	89

Risques de change

Le Groupe opère au niveau international et s'expose donc au risque de change. La gestion centralisée est confiée à la société mère qui a la charge d'examiner et de contrôler l'évolution des soldes et d'évaluer l'éventuelle stipulation de contrats adaptés à des fins de couverture.

La principale devise, en dehors de la zone euro dans laquelle opère le Groupe, est le dollar américain.

En règle générale, le Groupe ne met pas en œuvre d'instruments financiers pour la couverture des flux financiers en devise.

Risque de variation du prix des matières premières

L'exposition du Groupe au risque de prix est minime, si ce n'est indirectement par les variations des marchés pétrolier et sidérurgique.

Risque de crédit

Le Groupe a pour politique d'appliquer aux clients qui en font la demande des conditions de paiement échelonné liées à des ouvertures de crédit. De plus, le solde des crédits fait l'objet d'un contrôle continu en cours d'exercice de façon à ce que le montant des encours ne dépasse jamais les montants des crédits octroyés. Toutefois, il existe des concentrations significatives de risque de crédit dans le Groupe, même si celles-ci se réfèrent à des contreparties de premier ordre actives dans le secteur de la lunetterie.

Risque de liquidité

Le Groupe veille constamment au maintien de l'équilibre et de la flexibilité entre les sources de financement et d'utilisation.

Les deux principaux facteurs qui influencent la liquidité du Groupe sont d'une part les ressources générées ou absorbées par les activités opérationnelles ou d'investissement, et d'autre part, les caractéristiques d'échéance et de renouvellement de la dette.

Les besoins en liquidités sont contrôlés par la fonction centrale de la société mère dans l'optique de garantir un repérage efficace des ressources financières ou un investissement adapté des éventuelles liquidités.

Principes comptables et notes explicatives



Le tableau suivant résume la durée des passifs financiers du groupe au 31.12.2009 sur la base des paiements contractuels non actualisés :

2009	À vue	< 3 mois	3 – 12 mois	1 – 5 ans	> 5 ans	Total
Emprunts		79	651	2.982		3.712
Découverts bancaires		5.208	10.963			16.171
Dettes commerciales et autres dettes	1.610	5.960	3.443	485		11.498
Autres passifs financiers :		42	128	688	2.346	3.204
2008						
Emprunts		646	1.746	3.214		5.606
Découverts bancaires		4.686	18.661			23.347
Dettes commerciales et autres dettes	1.736	7.431	3.806			12.973
Autres passifs financiers :		7	4			11

Au 31 décembre 2009, le Groupe disposait de lignes de crédit non utilisées pour un montant approximatif de 7 755 milliers d'euros.

Gestion du capital

L'objectif de la gestion du capital du Groupe est de garantir le maintien des niveaux adaptés des indicateurs de capital de façon à soutenir l'activité et à maximiser la valeur pour les actionnaires.

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Emprunts	23.162	29.039
Dettes commerciales et autres dettes	11.498	12.973
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2.357)	(1.124)
Actifs financiers à la juste valeur	(-252)	(1.903)
Dette nette	32.051	38.985
Capital	11.277	14.312
Bénéfice net non distribué	0	0
Total capital	11.277	14.312
Capital et dette nette	43.328	53.297
Rapport dette/capital	74%	73%

28. Instruments financiers

Juste valeur

Le tableau suivant montre une comparaison entre la valeur comptable et la juste valeur par catégorie de tous les instruments financiers du Groupe inscrits au bilan à une valeur différente de la juste valeur, y compris ceux classés comme opérations destinées à être cédées.

Principes comptables et notes explicatives



(montants en milliers d'euros)

	Valeur comptable	Valeur comptable	Juste valeur	Juste valeur
	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2008
Actifs financiers :				
Liquidités	2.357	1.124	2.357	1.124
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	252	1.903	252	1.903
Autres actifs financiers (à long terme)	419	381	419	381
Total	3.028	3.408	3.028	3.408
Passifs financiers :				
Découvert bancaire	16.552	23.407	16.552	23.407
Financements à taux variable	2.895	5.110	2.895	5.110
Financements à taux fixe	511	511	511	511
Financements pour biens en crédit-bail	3.204	11	3.204	11
Financement des actionnaires non rémunéré	-	-	-	-
Total	23.162	29.039	23.162	29.039

La juste valeur des financements a été calculée en actualisant les flux de trésorerie attendus aux taux d'intérêt en vigueur.

Les dépôts bancaires à court terme sont rémunérés à un taux variable basé sur les taux quotidiens sur dépôts bancaires ; par conséquent, la juste valeur correspondante est équivalente à la valeur nominale.

La juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction a été déterminée sur la base des cotations des titres sur le marché à la date de clôture de l'exercice.

Instruments financiers

L'excédent de liquidités a été investi dans des instruments financiers de type traditionnel comme les actions et les obligations à court et moyen terme et de façon très défensive.

Afin de gérer le risque de taux d'intérêt, la société mère a conclu, en date du 10/11/2006, un instrument dérivé de type Interest Rate swap (swap de taux d'intérêt) qui prévoyait la transformation de l'indexation de la dette d'un taux variable à un taux fixe équivalant à 4,06 % sur toute la période. Au 31 décembre 2007, la société possédait un contrat d'IRS variable d'un montant nominal de 4 000 milliers d'euros, expirant au plus tard le 10/11/2013. Au cours de l'exercice 2008, cet instrument a été remanié avec un Collar avec Floor Knock in à amortissement, ayant pour objectif de neutraliser davantage les effets des variations futures du paramètre variable.

Ce dérivé possède toutes les caractéristiques d'un instrument de couverture du risque de taux d'intérêt, expressément lié à un financement et à son tableau d'amortissement et, en tant que tel, sa juste valeur au 31 décembre 2009, équivalant à 110 mille euros, a été inscrite dans les capitaux propres.

D'une manière analogue, au cours de l'année 2009, la société mère a mis en place un instrument dérivé IRS multiphase pour un montant nominal de 3 000 milliers d'euros, expirant au plus tard le 30/10/2013. Ce contrat, destiné à couvrir les variations du taux d'intérêt, se réfère à l'opération de *lease*

Principes comptables et notes explicatives



back immobilier qui s'est conclue en février 2009 pour un montant équivalent. Donc, ce dérivé possède toutes les caractéristiques d'un instrument de couverture du risque de taux d'intérêt, expressément lié à un financement et à son tableau d'amortissement et, en tant que tel, sa juste valeur équivalant à 192 milliers d'euros, a été inscrite dans les capitaux propres.

Ainsi, la valeur totale de la réserve de couverture des flux de trésorerie au 31 décembre 2009 est équivalente à 302 milliers d'euros et sa variation par rapport à l'exercice précédent est équivalente à 176 milliers d'euros.

Les effets fiscaux de ces postes sont repris au compte de résultat.

29. Autres charges et produits

Autres produits

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Produits sur exercices antérieurs	409	540
Plus-values nettes de cession d'immeubles, installations et machines	176	112
Subventions publiques reçues	57	-
Autres produits	342	602
Total	983	1.254

Consommations de matières premières et fournitures

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Achat des matières premières, fournitures et produits finis	16.941	23.011
Variation stocks de matières premières et marchandises	1.639	1.170
Variation stocks produits finis et semi-finis	835	715
Total	19.415	24.896

Le poste « Achat matières premières et fournitures » laisse apparaître pour les périodes considérées une baisse égale à 5 481 milliers d'euros due à la baisse des volumes d'achat.

Achat de prestation de services

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Travaux sous-traités	777	1.324
Transports et droits sur achats	1.799	2.470
Transports sur ventes	487	608
Provisions et charges accessoires	1.008	1.237
Promotion, publicité et foires	597	771
Entretiens des biens de propriété	770	810
Dépenses d'énergie (électricité, gaz, eau)	607	706
Assurances	163	183
Rémunération des administrateurs	347	372

Principes comptables et notes explicatives



Rémunération des commissaires aux comptes	45	49
Conseils techniques et sociétaires	902	827
Services intérimaires et charges de personnel	338	429
Autres frais de service	1.627	2.288
Total	9.467	12.074

Les achats de prestation de services sont en baisse de 2 607 milliers d'euros par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse est due principalement à la diminution des frais de transport et droits sur achats pour 671 milliers d'euros, à la diminution des frais de travaux sous-traités pour 547 milliers d'euros, à la diminution des frais de promotion et de publicité pour 174 milliers d'euros.

Redevances de crédit-bail

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Loyers	1.299	1.345
Locations	259	323
Redevances de crédit-bail	91	43
Total	1.649	1.711

Les redevances de crédit-bail demeurent relativement inchangées par rapport à l'exercice précédent.

Charges de personnel

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Salaires et appointements	10.051	11.806
Charges sociales	2.195	2.770
Indemnités de fin de contrat	259	642
Charges de retraites (note n° 27)	3	9
Autres charges de personnel	-	-
Total	12.508	15.227

Les charges de personnel ont diminué de façon significative par rapport à l'année précédente, avec une variation de 2 719 mille euros. Cette diminution est due à la réorganisation de la production du Groupe qui a connu une croissance des sociétés contrôlées étrangères durant l'exercice.

Effectif

	31/12/2009	31/12/2008
Dirigeants	6	7
Employés	146	181
Ouvriers	1.134	1.037
Total	1.286	1.225
Nombre moyen dans l'année	1.256	1.223

Principes comptables et notes explicatives



Autres provisions et autres charges

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Pertes sur exercices antérieurs	247	105
Moins-values nettes de cession d'immeubles, installations et machines	20	12
Impôts et taxes autres que sur les bénéfices	336	259
Pertes sur créances	42	22
Provisions pour risques et charges	15	-
Provision pour dépréciation des comptes de tiers	299	111
Autres provisions et autres charges d'exploitation	116	314
Total	1.075	823

Correction des frais

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Constructions internes d'actifs corporels et incorporels	1.378	1.245
Total	1.378	1.245

Ce poste concerne les capitalisations pour frais de personnel interne et de matériaux encourus par la société mère pour certains projets de développement de nouveaux modèles d'étuis et de nouvelles lignes mode dans le secteur de la maroquinerie et constructions en régie de la société contrôlée Hawk Srl.

Amortissements et dépréciations

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Amortissement des immobilisations incorporelles	1.080	1.821
Amortissement des immobilisations corporelles	2.183	1.853
Total	3.263	3.674

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Dépréciation des immobilisations incorporelles	612	106
Dépréciation des actifs corporels	60	-
Dépréciation de l'écart d'acquisition	110	100
Total	783	206

La diminution de l'écart d'acquisition se réfère à la dépréciation de l'écart d'acquisition relatif à la société contrôlée Hawk Srl à la suite des résultats obtenus après le test de dépréciation.

Une dépréciation des frais de développement de 2009 a été effectuée à hauteur de 612 milliers d'euros, car les conditions permettant leur capitalisation ne sont plus remplies.

Principes comptables et notes explicatives



Charges financières

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Financements et découverts en compte courant	1.015	1.559
Autres financements	-	5
Pertes de change réalisées	711	1.247
Pertes de change pour conversion au change de fin d'exercice	29	-
Charges financières pour crédits-baux financiers et contrats de location	-	-
Charges financières sur avantages au personnel	72	118
Moins-values réalisées sur cession de titres	-	79
Charges financières sur financement des actionnaires non rémunéré	-	-
Autres charges financières	279	225
Total charges financières (sur coûts historiques)	2.106	3.233
Ajustement à la juste valeur des actifs financiers détenus à des fins de transaction	88	181
Pertes non réalisées sur contrats à terme de devises (note n° 34)	0	0
Total	2.194	3.414

Les charges financières ont diminué de 1 220 milliers d'euros par rapport à l'année 2008. Cette diminution est due principalement à la baisse des taux de référence, même en présence d'un pricing bancaire moins favorable que celui de l'exercice précédent, et à une réduction des pertes de changes liées à l'évolution de la devise américaine.

Produits financiers

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Intérêts bancaires perçus	11	8
Autres intérêts perçus	16	68
Bénéfices de change réalisés	722	803
Bénéfices de change pour conversion au change de fin d'exercice	-	556
Autres produits financiers	12	56
Total des produits financiers (sur coûts historiques)	761	1.491
Ajustement à la juste valeur des actifs financiers détenus à des fins de transaction	162	83
Total	923	1.574

Les produits financiers ont diminué de 652 milliers d'euros par rapport à l'année 2008. Cette variation est due principalement à la diminution des bénéfices de change découlant des variations du taux de change euro/dollar sur les postes des capitaux propres en fin d'exercice, ou dans un moment de récupération de la devise américaine sur l'euro, à la suite d'une longue période de faiblesse.



30. Impôts

Les principales composantes des impôts sur les bénéfices pour les exercices clos au 31 décembre 2009 et 2008 sont :

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Compte de résultat consolidé		
<i>Impôts courants</i>		
IRES – Impôt sur le Résultat des Sociétés	50	17
IRAP – Impôt Régional sur les Activités Productives	230	237
Impôt spécifique	-	-
Impôts courants étrangers	-	-
Corrections liées à des impôts courants des années précédentes	11	(6)
<i>Impôts différés</i>		
Relatifs au crédit d'impôts différés actifs sur pertes fiscales reportables	(407)	(51)
Relatifs à l'utilisation – correction d'impôts différés actifs sur pertes fiscales reportables	568	500
Relatifs à la modification des taux d'imposition IRES et IRAP en Italie	-	-
Relatifs à la survenance et au reversement des différences temporaires	186	227
Impôts sur les bénéfices dans le compte de résultat consolidé	638	924

En raison de l'incertitude qui caractérise les prévisions à mi-période, la société mère a récupéré, au cours de l'exercice 2009, une partie des impôts différés actifs affectés au cours des exercices précédents pour 568 mille euros. De plus, dans les limites du raisonnable en matière de recouvrement, la société a inscrit des impôts différés actifs sur les pertes fiscales de l'exercice 2009, pour un montant équivalant à 407 milliers d'euros.

Le rapprochement entre les impôts sur les bénéfices comptabilisés et les impôts théoriques résultant de l'application au bénéfice avant impôt du taux fiscal en vigueur pour les exercices clos au 31 décembre 2009 et 2008 est le suivant :

(montants en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Bénéfices avant impôts provenant de la gestion des actifs d'exploitation	(2.063)	(2.371)
Pertes avant impôts provenant des actifs destinés à être cédés	-	-
Pertes avant impôts provenant des actifs destinés à être cédés	-	-
Bénéfice comptable avant impôts	(2.063)	(2.371)
Taux d'imposition IRES en vigueur en Italie : 27,5%	(567)	(652)
Corrections liées aux impôts de l'exercice des périodes précédentes	11	(6)
Produits exemptés	-	-
Charges non déductibles	327	171
Effet de change taux d'imposition IRES en Italie	-	-
Effet du crédit d'impôts anticipés sur pertes fiscales relatives à des précédents exercices	(407)	-
Effet de la non activation du crédit d'impôts différés sur pertes fiscales	568	500
Effet de la différence entre taux d'imposition en vigueur en Italie et à l'étranger	-	-
Taux d'imposition effectif sur bénéfices :	(3,3)%	(3)%

Principes comptables et notes explicatives



Impôts sur le Résultat IRES mentionnés dans le compte de résultat consolidé	395	665
Impôts sur les bénéfices liés à des actifs destinés à être cédés	-	-
Impôt local IRAP mentionné dans le compte de résultat consolidé	242	259
Total Impôts sur le revenu reportés dans le compte de résultat	638	924

Impôts différés

Les impôts différés au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2008 sont les suivants :

(montants en milliers d'euros)

	Bilan consolidé	
	31/12/2009	31/12/2008
<i>Impôts différés passifs</i>		
Amortissements anticipés à des fins fiscales	141	139
Amortissements terrains	38	38
Comptabilisation crédit-bail selon méthode financière	98	98
Bénéfices sur changements dus à l'évaluation	59	59
Avantages au personnel	316	250
Actualisation provisions pour risques et charges	18	18
Autres postes mineurs	45	47
Total passifs d'impôts différés	715	649
<i>Impôts différés actifs</i>		
Provision pour dépréciation des comptes de tiers	100	66
Provision pour dépréciation des stocks	479	424
Provisions pour indemnités de rupture de fin de contrats d'agents	33	39
Dépréciation/Amortissements des investissements immobiliers	31	47
Dépréciation des immobilisations incorporelles	15	111
Extourne réévaluation des biens immatériels effectuée en vertu de la Loi n° 342/00	1.075	1.243
Avantages au personnel	0	10
Gains intragroupe non réalisés	381	316
Autres postes mineurs	66	135
Pertes disponibles pour compenser les bénéfices imposables futurs	1.559	2.103
Total Actifs d'impôts différés	3.739	4.718

Parmi les créances d'impôts différés, il faut signaler la créance de 1 075 milliers d'euros résultant de l'annulation de la réévaluation des biens incorporels effectuée conformément à la loi n° 342/00, pour laquelle ont été revues les conditions de la loi n° 255/05 - Loi budgétaire 2006. Ce bénéfice est dû à une hausse des amortissements déductibles à partir de cet exercice à la suite de la hausse de la valeur fiscale résiduelle des biens réévalués.

Principes comptables et notes explicatives



Au 31 décembre, des impôts anticipés actifs ont été comptabilisés par rapport à des déficits fiscaux reportables au cours des 4/5 prochains exercices pour un montant équivalant à 1 560 milliers d'euros, car il est prévu, sur la base des plans prévisionnels préparés et approuvés par les administrateurs, qui couvrent une période de 5 exercices, que ces déficits seront utilisés afin de compenser des bénéfices imposables futurs.

Le Groupe enregistre des pertes fiscales supplémentaires nées dans le périmètre de consolidation sur lesquelles aucun impôt différé actif n'a été comptabilisé, pour un montant de 7 915 milliers d'euros (2008 : 9 051 milliers d'euros) qui sont reportables, dans les délais figurant dans le tableau suivant, afin de compenser les bénéfices imposables futurs des sociétés où lesdites pertes ont été enregistrées. Aucun impôt différé actif n'a été comptabilisé par rapport à ces pertes, car soit il n'est pas prévu que celles-ci puissent être utilisées afin de compenser des bénéfices imposables futurs dans un délai de 4/5 exercices, soit celles-ci sont nées dans des sociétés contrôlées enregistrant des pertes depuis un certain temps ou en liquidation.

(montants en milliers d'euros)

	Genetier Sas	Groupe Fedon America	Kapunkt GmbH	Fedon Industries Sa	Fedon Far East Limited	Total
Sans échéance	2.652	2.311	2.034	650	268	7.915

Au 31 décembre 2009, il n'y a pas d'impôt différé passif (2008 : 0,00) sur les bénéfices non distribués de certaines sociétés contrôlées puisque le Groupe a estimé que les bénéfices non distribués des sociétés qu'il contrôle ne seront pas distribués dans un avenir proche.

La distribution des dividendes aux actionnaires du Groupe Fedon n'a aucune incidence fiscale en termes d'impôts sur les bénéfices.

La société mère a déduit fiscalement, lors des exercices précédents, les amortissements anticipés non comptabilisés au compte de résultat. Conformément à l'art. 109, 4^o alinéa, lettre b) du T.U.I.R. (Texte unique des impôts sur les revenus), cela entraîne une provision globale sur les réserves inscrites dans les capitaux propres, qui en détermine, en cas de distribution, l'imposition relative. La valeur de cette provision, qui au 31.12.2009 s'élève à 317 milliers d'euros, sera déterminée annuellement en fonction des excédents résiduels existant au terme de chaque période imposable découlant de corrections de valeur et de provisions déduites aux seules fins fiscales.

Il n'y a pas eu d'autres opérations sur les actions ordinaires ou sur de potentielles actions ordinaires entre la date de référence du bilan et la date de rédaction du bilan.

31. Événements postérieurs à la date du bilan

Après la date de clôture du bilan au 31 décembre 2009, aucun fait ou événement pouvant avoir un impact significatif sur la situation patrimoniale et économique mentionnée dans le rapport annuel consolidé clôturé à cette même date ne s'est produit.



32. Informations conformément à l'article 149 duodecies du Regolamento Emittenti

En vertu de l'article 149 duodecies, nous reportons ci-après les montants relatifs à la société de révision. Ils se rapportent entièrement à Mazars Spa.

<u>(en milliers d'euros)</u>	
Montants Services de révision	119
Montants pour d'autres services	-
Montants pour d'autres services du réseau	-
Montants totaux	119

Principes comptables et notes explicatives



Attestation relative aux états financiers en vertu de l'art. 81-ter du Règlement Consob modifié et complété n° 11971 du 14 mai 1999

1. Les soussignés, Callisto Fedon, en sa qualité de président et administrateur délégué, Caterina De Bernardo, en sa qualité de dirigeante chargée de la rédaction des documents comptables de la société Giorigio Fedon & Figli S.p.A. conformément aux dispositions de l'art. 154-*bis*, alinéas 3 et 4 du décret loi du 24 février 1998, n° 58 et également en vertu également de ce qui est précisé au point 2 suivant attestent de :

- la conformité relativement aux caractéristiques de la société et
- l'application effective des procédures administratives et comptables pour la formation des états financiers, au cours de l'année 2009.

2. À cet égard, aucun fait marquant n'est à souligner.

3. Nous attestons également que les états financiers :

- a) correspondent aux résultats des livres et des écritures comptables ;
- b) rédigés conformément aux International Financial Reporting Standards édictés par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et adoptés par la Commission européenne, reflètent, de façon correcte et véridique, la situation patrimoniale, économique et financière de la société.

Date : 26 mars 2010

Callisto Fedon

(Président et administrateur délégué)

Caterina De Bernardo

(Dirigeante chargée de la rédaction des documents comptables de la société)

TRADUCTION DE LA VERSION ORIGINALE EN ITALIEN

Rapport de la société de révision conformément à l'article 156 du décret de Loi du 24.2.1998, n.58, dès a présent article 14 du décret de Loi du 27.1.2010, n.39

Mesdames, Messieurs les Actionnaires de la société
Giorgio Fedon & Figli S.p.A.

1. Nous avons effectué la révision comptable des comptes annuels consolidés de la société, Giorgio Fedon & Figli S.p.A et de ses filiales ("Groupe Giorgio Fedon") constitués par le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau de variation des capitaux propres et le tableau de financement avec les annexes, relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009. La responsabilité de la rédaction des comptes annuels conformément aux International Financial Reporting Standards adoptés par l'Union Européenne, et aux dispositions émises sur la base de l'article 9 du Décret Législatif n° 38/2005 appartient aux administrateurs de Giorgio Fedon & Figli S.p.A.. Nous sommes responsables de l'expression d'une opinion sur les comptes annuels basée sur la révision comptable.
2. Notre examen a été effectué selon les principes de la révision comptable recommandés par la Consob. Conformément à ces principes et critères, la révision a été planifiée et effectuée afin d'obtenir tout élément nécessaire pour vérifier si les comptes annuels consolidés sont affecté d'erreurs significatives et s'il est, dans son ensemble, approprié. Le processus de révision comprend l'examen, sur la base de contrôles par sondages, des éléments probatoires supportant les soldes et informations contenus dans les comptes annuels, ainsi que l'évaluation de la justesse et de l'exactitude des critères comptables utilisés et du bien-fondé des estimations faites par les administrateurs. Nous estimons que le travail effectué fournit une base raisonnable pour l'expression de notre opinion professionnelle. La révision comptable des comptes annuels consolidés au 31 décembre 2009 a été effectuée conformément aux normes courantes au cours de l'exercice.

Pour l'opinion relative aux comptes annuels consolidés de l'exercice précédent, dont les données présentées aux fins de comparaison ont été retraités à fin de tenir compte des variations aux schémas du bilan introduites par le IAS 1, on se reporte au rapport émis par nous-mêmes le 14 avril 2009.

3. A notre avis, les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2009 du Groupe Giorgio Fedon sont conformes aux International Financial Reporting Standards adoptés par l'Union Européenne, et aux dispositions émises sur la base de l'article 9 du Décret Législatif n° 38/2005; ces comptes annuels consolidés sont donc réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation nette, de la situation financière, du résultat, des capitaux propres et du «cash flow» du Groupe Giorgio Fedon pour l'exercice clos à cette date.

4. La responsabilité de la rédaction du rapport de gestion, et du rapport sur la sur la gouvernance d'entreprise et sur la structure propriétaire, publié dans la section *investor relation* du site internet de Giorgio Fedon & Figli S.p.A., conformément à la législation en vigueur, appartient aux administrateurs de Giorgio Fedon & Figli S.p.A.. Nous sommes responsables de l'expression de l'opinion sur la cohérence du rapport de gestion et des informations indiquées à l'alinéa 1, lettre c), d), f), l), m) e à l'alinéa 2, lettre b) l'art. 123-bis du Décret Législatif n° 58/1998, présentés dans le rapport sur la gouvernance d'entreprise et sur la structure propriétaire, avec les comptes annuels, conformément à l'art. 156, comma 4 bis, lettre d), du Décret Législatif n° 58/1998. A ces fins, nous avons effectué les procédures indiquées dans le principe de révision n° 001 émis par le «Consiglio Nazionale dei Dottori Commercialisti e degli Esperti Contabili». A notre avis le rapport de gestion et les informations indiquées à l'alinéa 1, lettre c), d), f), l), m) e à l'alinéa 2, lettre b) l'art. 123-bis du Décret Législatif n° 58/1998, présentés dans le rapport sur la gouvernance d'entreprise et sur la structure propriétaire, sont cohérents avec les comptes annuels consolidés de Giorgio Fedon & Figli S.p.A. au 31 décembre 2009.

Bologna (Italie), 9 avril 2010

MAZARS S.p.A.



Livio Mezzetti
Associé